

Les quarante ans de la Sécurité Sociale : ***les assurés ne sont pas à la fête***

P. 7 à 10

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 905 - 5 octobre 1985 - prix : 6 F

Gorbatchev
à Paris :
 le
 bureaucrate
 nouveau
 est
 arrivé

P. 2

Vive
le coup de colère
des cheminots !



P. 3 à 5



Shimon Peres,
Mitterrand,
Reagan :

l'internationale
du
terrorisme

P. 3

sommaire

Dans le monde

Page 12 :

— Il y a 15 ans, le 28 septembre 1970, la mort de Nasser et l'enterrement du nassérisme.

Page 13 :

— A nouveau la colère dans les ghettos de Londres et de Liverpool.

En France

Pages 4 et 5 :

— Les cheminots font reculer la SNCF.
• La grève des conducteurs et la tactique de la CGT.
• La grève des roulants.
• Les réactions des autres cheminots.

Page 6 :

— Renault Véhicules Industriels (Lyon) ; RVI Limoges ; Renault-Billancourt.

Page 11 :

— Dans les entreprises : URSAF Montreuil ; RATP ligne 8 ; grève des radios aux Hospices Civils de Lyon ; Chantiers Navals de La Ciotat.

Pages 7, 8, 9 et 10 :

40^e anniversaire de la Sécurité sociale

— Les assurés ne sont pas à la fête.
— Retour à l'assistance.
— Assurés, si vous saviez...

Culture

Pages 14 et 15 :

— Films : *Mystère Alexina* ; *Recherche Susan désespérée*, de Susan Seidelman ; *Dangereusement vôtre*.
— Livre : *Les Riches*, de Stéphane Courchaire et François Marot.
— Nostalgie : la mort de Simone Signoret.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. — BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F. — Durée : cinquante ans. —
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires.
Composition : Presse Photo-Compo, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64 995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6 851 10 R.

Gorbatchev chez Mitterrand avant d'aller chez Reagan :

Entre les Grands, d'Est en Ouest, confidences et intimité

Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti Communiste d'Union Soviétique, est donc l'hôte de la France. L'hôte du moins de Mitterrand à l'Elysée, de Fabius à Matignon, de Chirac à la Mairie de Paris et du P-DG de Talbot, à Poissy, qui lui fera faire le tour de l'usine. C'est en compagnie de Mesdames Mitterrand et Fabius que Madame Gorbatchev, après un tour sur les Champs-Élysées et à Montparnasse, est invitée chez le grand couturier Yves Saint-Laurent.

Le dirigeant de la bureaucratie soviétique est l'hôte des dirigeants de l'impérialisme français. Il ne faudrait pas l'oublier. Ce ne sont pas les travailleurs, ni d'URSS, ni de France, qui sablent le champagne avec Gorbatchev ou Mitterrand et Chirac. Les travailleurs n'ont pas de telles fréquentations. Mais Gorbatchev et Mitterrand, et bientôt Gorbatchev et Reagan, eux, se fréquentent et parviennent à s'entendre. Car leurs relations ne sont pas seulement sacrifiées à l'étiquette. Les petits fours et l'alcool de l'Elysée, avant ceux de la Maison Blanche sont le reflet, si ce n'est d'une alliance sans nuages entre les Grands, du moins d'une sacrée complicité. Et d'une complicité contre les travailleurs et les peuples. Si les dirigeants russes ont l'Afghanistan, les dirigeants français ont la Nouvelle-Calédonie, après avoir eu l'Algérie...

Dans les milieux politiques bourgeois, de droite ou socialistes, on a beaucoup écrit sur l'URSS de Gorbatchev, ou plus exactement contre elle, contre le sort qu'elle réserve aux opposants politiques qu'elle enferme ou expulse ; aux dissidents — chrétiens, juifs, pacifistes et autres — auxquels elle refuse la liberté d'action et même d'expression.

Mais ce procès que les bourgeois occidentaux font aux dirigeants russes sur le chapitre des droits démocratiques, un procès en dentelles, est on ne peut plus indécant. Comme si le monde occidental n'en avait pas, des prisonniers politiques, dans ses geôles des pays riches ou des pays pau-

vres à leur merci. Comme si les pays qui se prétendent civilisés n'avaient pas, ou n'avaient pas eu, leurs goulags et leurs tortionnaires. Comme si les dirigeants « civilisés » occidentaux ne les avaient pas inventés, les camps de concentration et les tortures, hier à l'époque des colonies, aujourd'hui à celle des néo-colonies.

Et puis c'est facile de s'en tenir à la défense des « droits démocratiques », au sens étroit du terme, parce que bien d'autres droits humains sont bafoués. Quand Gorbatchev, pour sa défense, parle de la misère et du chômage que connaît le monde occidental, c'est de bonne guerre. Eh oui, même dans ces îlots de prospérité, protégés, que sont par exemple les Etats-Unis ou la France, des millions de gens connaissent une vie de dénuement et d'humiliation, parce que la loi économique non écrite, c'est l'exploitation qui ne s'accommode pas du respect des droits humains, même de ceux qu'on dit « élémentaires ». Pour les chômeurs, c'est l'angoisse et l'humiliation de ne pas avoir de travail. Pour les autres, c'est toujours une longue vie qu'on perd à la gagner.

Il n'est même pas besoin d'aller chercher les « crimes » de l'impérialisme, même s'il en existe d'odieux par dessus le marché, pour trouver des droits bafoués.

Question exploitation, d'ailleurs, les bourgeois impérialistes en connaissent un rayon. Bien davantage que les bureaucrates soviétiques. Ces derniers ont célébré et célèbrent Stakhanov, l'ouvrier modèle des années d'après-guerre... comme si l'URSS n'avait connu qu'un seul ouvrier modèle !

Les projets de « réformes économiques » se succèdent, en URSS. Toujours des projets et toujours des avortons. Et si ça prouve quelque chose, c'est que la bureaucratie soviétique serait moins apte que le patronat occidental à faire trimer la classe ouvrière. Les impérialistes, eux, parviennent à tirer de la plus-value même des squelettes du Tiers Monde.

Alors, les bourgeois prétendus démocrates qui font la fine

bouche devant Gorbatchev, qui jouent les petits chaperons rouges qui ne voudraient pas se laisser croquer par le loup, ont un sacré culot, eux, dont le système d'exploitation secrète par tous les pores la misère, le chômage, le racisme et, de temps en temps, les guerres mondiales.

Et derrière les paroles, il y a les actes. Jusqu'à nouvel ordre, ceux qui trinquaient hier avec Staline ou Brejnev, qui trinquaient aujourd'hui avec Gorbatchev, ce sont De Gaulle, Giscard ou Mitterrand ou encore les prétendus communistes, dirigeants du PCF, mais pas les travailleurs eux-mêmes. Encore une fois, eux n'ont pas de telles fréquentations.

Alors oui, la classe ouvrière internationale en aurait des crimes à reprocher aux dirigeants de l'URSS. Le mensonge, d'abord, le grand mensonge qui permet à Gorbatchev de se revendiquer de la succession et de l'exemple de Lénine, et de le citer, malgré toutes les exactions commises au nom du communisme. L'Etat soviétique est une des pires dictatures que le monde ait jamais connues. Oui. Sous la coupe de la bureaucratie, la société soviétique est une des plus policières et militarisées qui soit. Oui. La liberté et le socialisme sont bafoués par les dirigeants du Kremlin qui, quelques années après la Révolution d'Octobre 1917 et du fait de son isolement, se sont hissés et agrippés au pouvoir contre les travailleurs et les paysans qui en avaient été les artisans, et la révolution socialiste, communiste, la vraie est encore à faire en URSS, et la bureaucratie à renverser probablement violemment. Oui, il y en a des comptes à régler avec la bureaucratie, mais seule la classe ouvrière internationale pourra le faire.

Parce que si les Mitterrand ou Reagan reprochent à Gorbatchev de ne pas encore leur ressembler assez, les travailleurs, eux, lui reprocheraient plutôt de leur ressembler trop.

Michelle VERDIER

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes(1) :

LUTTE OUVRIÈRE

pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

NOM _____

ADRESSE _____

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

PRENOM _____

Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière BP 233 75 865 Paris Cedex 18

(1) : Rayer les mentions inutiles

Shimon Peres, Reagan, Mitterrand, l'internationale du terrorisme

« **C**oup magistral », « opération des plus audacieuses »... Dans la grande presse, l'indignation soulevée par le bombardement israélien du quartier général de l'OLP à Tunis ne va pas sans une certaine admiration pour la prouesse technique dont on ne nous a passé aucun détail. Envoyer plusieurs bombardiers — probablement des F 16 américains — pour une mission de 4 800 km aller et retour qui nécessitait plusieurs opérations de ravitaillement en vol, il fallait le faire, paraît-il ! Certains s'extasiaient même sur la précision du tir... à ceci près qu'il n'a pas atteint seulement l'immeuble de l'OLP et ses quelques dépendances, mais tout un quartier de la grande banlieue de Tunis. Résultat : au moins 60 morts et cent blessés, d'un coup.

Mais c'est ça, le terrorisme d'Etat. Et on pourrait dire d'Etats, au pluriel. Car si l'Etat et l'armée israéliens ont conçu et réalisé l'opération, ils l'ont fait avec le support logistique de la flotte américaine en Méditerranée. Ou son accord tacite. Sept ou huit bombardiers dans le ciel de la région ne pouvaient pas échapper à tout l'arsenal de contrôle de la marine américaine, de ses bases, de ses stations-radars. Cela expliquerait l'empressement du porte-parole de la Maison-Blanche, aussitôt après le raid meurtrier, à le qualifier de « réponse légitime ».

Ce bombardement de Tunis — on n'ose pas dire en pleine paix — se prétendait la réplique à l'assassinat... de trois touristes israéliens dans un port de Chypre. Assassinat dont il n'est même pas certain que des militants de l'OLP soient les auteurs. Mais les services secrets israéliens, infaillibles paraît-il, en auraient jugé ainsi. Et puis, de toute façon, il fallait que vengeance soit faite. Une vengeance aveugle, peut-être, mais froide. Calculée.

Alors oui, c'est ça, le terrorisme d'Etat qui est l'essence de la politique des sionistes israéliens. Ce dernier coup n'est pas le premier. Même l'occupation militaire du Liban fut présentée comme une opération de représailles contre un attentat dont personne ne se souvient. Mais il s'agissait et s'agit toujours de montrer sa force, sous n'importe quel prétexte. Et face aux moyens dont dispose l'Etat d'Israël, face à son énorme armée, le terrorisme artisanal des nationalistes palestiniens est dérisoire.

Alors on ne va pas vers la paix, au Moyen-Orient. C'est toujours la guerre. Et si les dirigeants impérialistes américains ont d'abord parlé d'opération « légitime » pour ensuite la dire seulement « compréhensible » — nuance ! —, c'est qu'elle illustre, aussi, leur propre politique, qu'elle est leur propre politique : contre les peuples qui n'acceptent pas la misère et l'oppression, de la mitraille, toujours.

L'opération israélienne contre l'OLP et la Tunisie, pour les dirigeants américains, c'est la légitimation posthume de l'intervention militaire à la Grenade ; la légitimation anticipée d'une éventuelle intervention au Nicaragua, ou ailleurs, dans toutes ces régions pauvres du monde où les peuples ne se résignent pas et peuvent se révolter.

Bien sûr, les dirigeants israéliens ont présenté le raid meurtrier sur Tunis comme une manière de défendre leur peuple. Les Israéliens ne devraient-ils pas se sentir protégés, puisque trois morts parmi eux sont vengés par le meurtre de soixante personnes, hommes, femmes et enfants ? Mais cette manière de vengeance-là contribue à élargir le fossé entre le peuple israélien et les peuples du monde arabe environnant ; à acculer le peuple israélien à une situation de plus en plus précaire, dans une forteresse de plus en plus haute et assiégée. Et de plus en plus, ce peuple israélien se trouve enrôlé, au sens strict du terme, comme gendarme de l'impérialisme dans cette région du monde, avec tous les retours de bâton possibles.

Quant aux prétentions des dirigeants israéliens de défendre les Juifs du monde entier, on aimerait savoir ce que les Juifs de Tunisie en pensent, eux qui ne vivaient pas si mal dans ce pays... jusqu'à présent. Et les Juifs « va-t-en-guerre » qui applaudissent à la politique belliqueuse d'Israël, de loin, de New York ou de Paris, feraient bien d'y songer aussi, et de plus près. Car la première victime de cette politique, c'est la population israélienne elle-même qui méritait probablement autre chose que ce rôle de harkis de l'impérialisme.

En Europe, les gouvernements ont plutôt désapprouvé l'acte terroriste israélien. Au moment où Margaret Thatcher achevait de converser avec des représentants de l'OLP, il lui était difficile d'applaudir, même si elle connaît la politique de la canonnière pour l'avoir commandée aux Malouines. Au moment où Mitterrand recevait Gorbatchev et s'apprêtait à lui demander des comptes — ou lui poser quelques questions — sur le « goulag » et ses habitants, c'était délicat aussi d'approuver son ami, le travailliste Shimon Peres.

Mais les gouvernants français mènent, ont mené ou sont prêts à mener la même politique, à ceci près qu'ils sont rarement aussi efficaces. Qu'était la fameuse opération contre le *Rainbow Warrior*, dans la démarche du moins ? Qu'était, il y a moins de trente ans, le bombardement par l'armée française de Sakiet, en Tunisie précisément, qui fit au bas mot 75 morts et 80 blessés ? Evidemment, Mitterrand n'était plus au gouvernement depuis plusieurs mois, mais c'était de justesse, et il avait trempé dans d'autres crimes de la guerre d'Algérie ! Et si quelque chose ressemble le plus au raid israélien de ce mardi 1^{er} octobre, c'était bien, dans le passé, ce bombardement français d'un pays « ami ». C'était la guerre d'Algérie — comme aujourd'hui Israël poursuit la guerre contre les Palestiniens et tous les pauvres du Moyen-Orient — et il fallait se venger du FLN comme aujourd'hui Israël se venge de l'OLP.

Aujourd'hui, Mitterrand dit qu'« il ne peut que condamner » l'acte israélien. Un quasi-regret qui sonne comme un aveu. Car les crimes des « Grands », des prétendus « civilisés » se suivent, et se ressemblent. Leur hypocrisie aussi.

Arlette LAGUILLER

Vive le coup de colère des cheminots !

En vingt-quatre heures la grève, partie d'un dépôt de Chambéry, s'est étendue à toute la France. Mardi pratiquement l'ensemble des conducteurs de la SNCF avaient arrêté le travail et le trafic était quasiment stoppé partout.

Bien des travailleurs (les banlieusards en particulier), ont sans doute été fort gênés par cette grève qui s'est répandue comme une traînée de poudre et a pris tout le monde par surprise. Mais quelle que soit la gêne occasionnée à chacun d'entre nous, tous les travailleurs le sentent bien : ce sont les roulants qui ont raison.

Oui, il n'y avait qu'une réponse possible à la provocation de la direction SNCF : le coup de colère massif et immédiat.

Car c'est bien une provocation de la direction SNCF, arrogante comme tous les patrons, que de vouloir imposer un examen à tous les roulants. Tout le

monde le comprend bien : ce n'est pas un examen des cheminots qui va résoudre les problèmes de sécurité aux chemins de fer. Les trois accidents qui ont fait des dizaines de morts cet été ont tous été dus aux conditions du trafic, aux conditions dans lesquelles la SNCF fait rouler ses trains et entretient son réseau.

Un examen des cheminots ne va pas changer cela, tout au plus il permettrait à la direction de se donner bonne conscience. Il lui permettrait surtout de faire porter le chapeau aux travailleurs du rail en laissant croire à tout le monde, aux usagers comme aux cheminots, que c'est le personnel SNCF qui est responsable.

La sécurité sera améliorée quand la SNCF investira suffisamment pour moderniser et entretenir le réseau tout entier et pas seulement les lignes de prestige comme le TGV. La sécurité sera améliorée quand

la SNCF mettra le personnel suffisant dans des conditions de travail correctes qui lui permettent de veiller réellement à cette sécurité. Mais c'est exactement le contraire que fait la SNCF, et derrière elle, les pouvoirs publics : des économies d'investissements, des économies surtout sur son personnel qu'elle réduit de plusieurs milliers chaque année, dont elle aggrave constamment les conditions de travail en manipulant les horaires et les roulements par exemple.

Oui, le coup de colère des cheminots est une bonne chose, une excellente chose. Ils doivent, comme n'importe quelle catégorie de travailleurs qui se dressent aujourd'hui face à leur patron, avoir la solidarité et le soutien de tous les autres travailleurs. C'est un succès pour toute la classe ouvrière, que la direction de la SNCF doive ravalier sa provocation.

Et puis l'ensemble des travailleurs a une raison encore plus fondamentale d'être solidaire des cheminots. Ceux-ci sont en fait en lutte contre l'austérité qu'imposent les patrons et le gouvernement à toute la classe ouvrière. Le manque d'investissements utiles à la collectivité (alors que d'énormes sommes d'argent sont utilisées à la spéculation), la dégradation des conditions de travail et la réduction des effectifs (alors qu'il y a trois millions de chômeurs), c'est toute la classe ouvrière qui en souffre aujourd'hui.

Les reculs que peuvent imposer les cheminots seuls à leur direction dépendront de leur détermination et de leur décision à engager la lutte pour des revendications allant dans ce sens.

Mais ce qui est sûr c'est qu'il faut un jour ou l'autre renverser vraiment la vapeur, faire que ce ne soit plus la classe ouvrière

qui paie la crise comme elle le fait depuis des années, faire au contraire que ce soient ceux qui ont fait leur fric sur notre dos durant toutes ces années qui rendent gorge. Et pour cela il faudra que ce soit la classe ouvrière tout entière qui s'y mette, qui prenne, elle aussi, son coup de sang.

Les mouvements des cheminots, s'ils persistent dans les jours qui viennent, pourraient être l'occasion pour les autres travailleurs d'exprimer aussi leur colère et d'entrer en lutte. Mais en tout cas, l'action des cheminots rappelle utilement à tous, aux patrons mais aussi à ceux d'entre nous qui ont tendance à être découragés, démoralisés et à ne plus y croire, qu'une réaction des travailleurs est toujours possible, à tout moment.

Les forces de la classe ouvrière sont intactes. Il suffit qu'elle décide de s'en servir. (Editorial des bulletins d'entreprise du mardi 1^{er} octobre)

Les cheminots font reculer la SNCF

La grève des conducteurs et la tactique de la CGT

« Grève sauvage » pour *Le Figaro*, « grève spontanée » pour *Le Monde*, « Grève dure et sauvage » pour *France-Soir*, la presse a essayé d'indiquer à sa manière le caractère particulier de la grève des conducteurs de trains.

Car tout le monde a noté la vitesse à laquelle la grève s'est étendue, à partir du dépôt de Chambéry dimanche, pour gagner de proche en proche l'ensemble du réseau Sud-Est d'abord, les réseaux limitrophes ensuite, et finalement devenir générale et massive dans la nuit de lundi à mardi.

« Pris de court par ce mouvement spontané, explique *Le Figaro* du mardi 2 octobre, les syndicats — CGT et CFDT en tête — n'ont pas tardé à réagir pour récupérer une grève qu'ils n'avaient pas lancée, et qui est beaucoup mieux suivie que celle dûment organisée par eux le 27 septembre ».

Certes, l'appel à 48 heures de grève, lancé par la fédération CGT lundi soir à partir de 21 h.30, pouvait apparaître, de l'extérieur, comme une tentative de contre-feu à une grève semblant sortir des cadres auxquels nous ont habitués les organisations syndicales. Mais, que les rédacteurs du *Figaro* l'aient vu ou pas, c'est un fait que la grève a bel et bien été lancée et étendue par la CGT, et qu'elle l'a menée de bout en bout.

Bien sûr, on a vu un peu partout des conducteurs débrayer spontanément, dès qu'ils apprenaient que leurs camarades étaient partis en grève. Et c'est là que résidait le caractère « spontané » du mouvement. Mais on a vu également l'ensemble des militants CGT s'activer à toute vitesse, en particulier durant la soirée et la nuit de lundi à mardi, pour lancer l'appel à la grève, apposer des affiches, utiliser même la radio sol-train, tenir les premiers piquets. Et leurs appels étaient immédiatement entendus des roulants. Et cette volonté de la CGT explique la façon dont l'extension de la grève s'est accélérée dans la nuit de lundi à mardi, au point d'apparaître mardi matin comme une soudaine grève générale.

Incontestablement, la politique de la CGT a correspondu au coup de colère des roulants. L'impact ainsi donné à la grève mettait la SNCF, et derrière elle le gouvernement lui-même, dans l'obligation de reculer, et de reculer vite. Alors que lundi la SNCF envoyait promener la CGT qui réclamait l'ouverture de négociations, mardi matin le gouvernement intervenait auprès de la SNCF, et les négociations s'entamaient à 14 h., et aboutissaient au retrait du « constat d'aptitude ».

Et même si ici ou là des cheminots ont tenu à montrer qu'ils ne faisaient pas entièrement confiance aux promesses de la SNCF et s'interrogeaient sur le style ambigu de la rédaction de l'accord, globalement, les roulants considéraient pratiquement partout avoir obtenu satisfaction. Et c'est effectivement un recul en bonne et due forme qu'a dû opérer la SNCF qui a ravalé, au bout de quelques heures, le projet provocant, qu'elle envisageait la veille encore d'étendre de diverses manières à toutes les catégories de cheminots.

Mais la force de ces 23 000 conducteurs en grève recelait aussi d'autres possibilités que d'imposer à la direction le seul recul sur un examen supplémentaire. D'abord pour les roulants eux-mêmes qui n'ont obtenu aucune amélioration ni sur la sécurité, ni sur les autres problèmes, qui conditionnent d'ailleurs cette sécurité : les effectifs, les conditions de travail. Et aussi pour l'ensemble des 250 000 cheminots qui ont, bien sûr, les mêmes problèmes et les mêmes revendications fondamentales que les roulants.

Nulle part la CGT n'a proposé ni aux roulants, ni aux autres catégories de cheminots, de profiter de la position de force créée par cette grève pour aller plus loin et passer à l'offensive.

Certes, certains préjugés corporatistes existent parmi une partie des cheminots eux-mêmes. Mais la CGT n'a pas cherché à s'y opposer. Certes aussi, même si dans les autres catégories certains regardaient quelquefois la grève des roulants en s'interrogeant sur l'opportunité d'y aller aussi, même si ici ou là des minorités ont débrayé, nulle part semble-t-il, le personnel sédentaire ne s'est spontanément mis en grève d'une façon intensive et déterminée. Et il n'est pas possible d'affirmer que si la CGT avait proposé d'étendre la grève aux autres cheminots, pour d'autres revendications plus importantes, cela aurait été suivi à coup sûr.

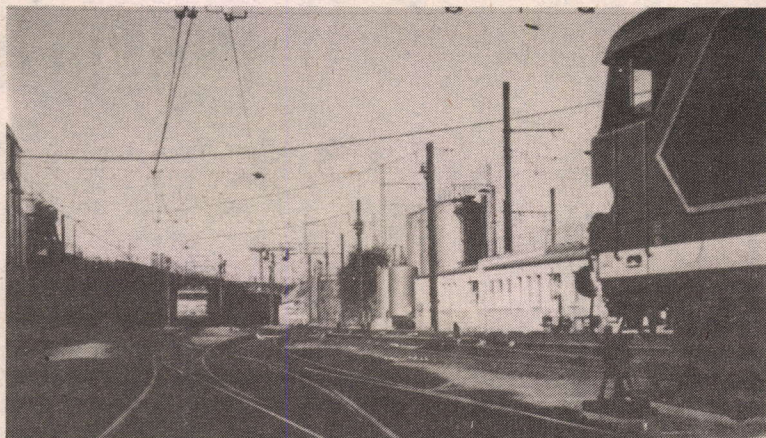
Mais la CGT a choisi de ne pas faire cette proposition aux travailleurs du rail. Au contraire. Partout, ses militants répétaient que c'était « la grève des roulants », et seulement de ceux-ci, et qu'elle n'avait pour but que le problème des examens et rien d'autre. Partout, elle a découragé ceux qui, parmi les autres catégories, parlaient de se joindre au mouvement.

La CGT a fait le choix d'obtenir une victoire morale pour une catégorie limitée du personnel. Elle a engagé ses forces à fond sur un problème limité — le refus des « constats d'aptitude ».

Mais en même temps elle a marqué des limites précises. D'autres combats pouvaient être proposés à l'ensemble des cheminots à cette occasion : sur la sécurité, sur les conditions de travail, sur le problème des effectifs, peut-être même sur celui des salaires. Des problèmes proches de ceux de toute la classe ouvrière. Mais cela, elle s'y est refusée.

Hervé MARTIN

La grève des roulants



□ Dépôt de Chambéry

Samedi matin les agents de conduite de Grenoble et de Chambéry recevaient la lettre les avisant de l'examen de contrôle supplémentaire. C'est à Grenoble dimanche 29 au matin, que la riposte a commencé. Un agent de conduite, convoqué pour l'examen, a refusé de monter dans le train et aurait dit en substance « Puisqu'on veut me faire passer un examen c'est qu'on me juge incapable, donc je ne conduis pas ». L'agent de réserve, appelé pour le remplacer, a refusé également de prendre le train. La grève « sauvage » est partie...

Tous les agents de Grenoble se sont mis en grève à leur suite. A Chambéry, le mouvement a démarré à 18 heures ce même dimanche.

La grève a été totale (300 grévistes) avec des piquets de grève, des Assemblées générales tous les matins à 10 heures organisées par la CGT, la CFDT et la FGAAC. Mercredi 2 octobre, les grévistes se sont rassemblés à environ deux cents pour décider de la suite à donner au mouvement après le recul de la veille de la direction.

En attendant la nouvelle réu-

nion, syndicats-direction, prévue nationalement le 18 octobre, les grévistes ont voté à main levée majoritairement pour la reprise après l'intervention des trois organisations favorables à la reprise. Deux travailleurs se sont également exprimés pour rappeler qu'il n'y avait pas de garanties et qu'il fallait continuer dès maintenant. En tout cas, tous déclarent être vigilants, et si aucune mesure concrète en matière de sécurité et de conditions de travail n'est lachée le 18 octobre, gare aux réactions des travailleurs : Ils sont prêts à remettre ça !

□ Dépôt Paris Sud-Ouest

Après les débrayages de Chambéry, Lyon, Rennes, etc., les agents de conduite du dépôt Paris-Sud-Ouest et des annexes discutaient de la nécessité de se mettre aussi en mouvement. Et dès que la CGT a lancé son appel, lundi 30 à 22 h, les conducteurs se sont mis en grève spontanément et rejoignaient le piquet de grève organisé par la CGT. A la banlieue, l'appel a été fait par les militants CGT à l'aide de la radio sol-train, et aussitôt les cheminots laissent les rames banlieue à Invalides, Quai-d'Orsay, Austerlitz, Juvisy et Brétigny. En l'espace de quelques minutes, toute la banlieue était arrêtée. Au dépôt, aucune machine ne sortait. La grève était partie à toute vitesse.

Mardi matin, une quarantaine de grévistes se sont retrouvés en AG, appelés par la CFDT et la FGAAC.

Là, les cheminots discu-

taient beaucoup et disaient qu'il fallait se battre jusqu'à ce que la SNCF ravalé son « constat de connaissances » et qu'il ne fallait surtout pas mettre d'autres revendications, tels « les conditions de travail, les effectifs, etc. », car cela risquerait de créer la confusion pour tout le monde.

A cette AG, les organisations syndicales ont informé qu'une table ronde avec syndicats et direction SNCF allait se tenir à 14 h. Une AG a donc été décidée pour 17 h par les grévistes.

A 17 h une cinquantaine de camarades étaient présents, mais contrairement à l'AG du matin, les grévistes étaient plutôt timorés. Ils étaient surtout venus pour savoir ce que la direction avait décidé dans l'après-midi. Aucune information n'a été communiquée, l'AG s'est dissoute vers 19 h après avoir décidé de se retrouver le lendemain à 10 h pour décider

de ce qu'on ferait, compte tenu des décisions de la direction SNCF.

Le soir vers 22 h, le chef du dépôt a affiché le communiqué de la direction générale. Après la lecture de cette affiche, la réaction des gars présents a été : « On n'y comprend rien. On va se faire baiser ».

Le lendemain, à l'AG de 10 h, il y avait une centaine de présents. Un bon tiers pensaient que malgré le recul de la direction, il ne fallait pas s'arrêter là, car rien n'était précis. La majorité pensait que c'était un succès. La CGT a appelé les conducteurs à reprendre le travail et a annoncé que, quoi qu'il en soit, les grévistes, ses militants étaient décidés à reprendre le travail à partir de 14 h. La FGAAC était pour laisser la décision aux grévistes, comme la CFDT. L'ambiance est devenue houleuse et, finalement, la reprise s'est étalée tout au long de l'après-midi.

□ Dépôt de Juvisy

Lundi soir, les gars étaient chauds pour partir en grève et attendaient un appel des syndicats. A 23 h, la CGT appelait pour 48 heures. Aussitôt, tous les gars débrayaient et votaient sur place en disant : « Il faut faire céder la direction ».

Dès le mardi matin, il y avait 95 % de grévistes. Et à l'AG, où 50 gars sur les 85 agents de conduite étaient présents, tout le monde, y compris la CGT, se montrait déterminé à aller jusqu'au bout. Un piquet de

grève était organisé dans l'attente de l'AG du lendemain. Les grévistes s'inscrivaient et établissaient un roulement ; même chose pour la nuit, en disant : « Celle-là, ce n'est pas le patron qui l'aura ».

Dans la nuit, l'information du recul de la direction arrivait. La CGT trouvait cela positif, mais de nombreux camarades restaient sceptiques.

A l'AG du mercredi matin, 42 gars étaient là. Quatre roulants reprenaient le travail. La CGT

répétait que c'était positif et proposait de s'en tenir là. Un gars déclarait que « à 90 %, il ne faut pas reprendre. La direction, on peut la faire reculer plus ». La poursuite de la grève était mise aux votes et décidée à l'unanimité, sauf 9 abstentions. La proposition d'un comité de grève, bien qu'approuvée par 13 camarades, ne se concrétisait pas. A 14 h, devant l'annonce de la reprise par tous les autres dépôts, celle-ci était décidée par les 20 camarades présents.

□ Dépôt Paris Sud-Est

La grève est partie dès lundi 20 h à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FGAAC. Dès le soir, il n'y avait pratiquement plus de trains en circulation aussi bien en grandes lignes qu'en banlieue.

Le lendemain, une assemblée réunissait plus de quatre-vingts roulants, chose qui ne s'était pas vue depuis bien

longtemps. Tous étaient indignés de l'examen des connaissances que voulait leur imposer la SNCF. Certains tenaient à la main leur feuille de convocation en disant que, de toute façon, ils n'iraient pas. La continuation de la grève a été votée à l'unanimité.

Mercredi matin à 10 heures,

une centaine de cheminots se sont rendus à l'assemblée générale. On entendait beaucoup de conducteurs dire : « On les a fait reculer. Ils ont eu peur ». « A la moindre convocation, s'ils veulent remettre ça, on posera le sac ». La reprise a été votée à la quasi-unanimité sur le sentiment d'avoir remporté une victoire.

La raison de la colère

C'est la décision prise par la direction SNCF, suite aux directives données au Conseil d'administration de septembre, de faire passer un « constat de connaissances » qui a provoqué la colère des roulants.

Jusqu'à maintenant, après un stage d'environ un an, on passait un examen détaillé (écrit, oral, pratique) où des délégués sont présents. Ensuite, durant toute notre carrière, régulièrement, on a la visite d'un chef traction, pour des entretiens sécurité. Il existe même, et la direction l'utilise à chaque fois qu'elle le juge utile, la possibilité de nous faire repasser l'examen lorsque nos connaissances des règlements sont jugées insuffisantes. On appelle cela « l'examen B ».

Après les accidents de cet été, la direction décide donc que, d'ici le 31 décembre, nous devrions tous être contrôlés. Mais d'une façon particulière : il s'agissait de nous convoquer un par un devant un inspecteur pour subir leur interrogatoire. Ce qui revenait à nous faire passer à nouveau l'examen d'aptitude.

Cela nous a mis en colère. D'abord, cela revient à nous désigner comme les responsables des accidents passés ou futurs, alors que ce ne sont pas nos connaissances qui sont en cause. Nous savons bien, et la

direction aussi, que même si on avait accepté de passer ce nouvel examen, cela n'empêcherait pas d'avoir le lendemain une défaillance ou de commettre une erreur, et qu'il y ait à nouveau une catastrophe.

« Pas une seconde pour aller aux toilettes »

Des grévistes du dépôt de Chambéry nous ont donné un aperçu de leurs conditions de travail :

« Pour un conducteur de TGV, sur la ligne Paris-Toulon, pas de pause de Paris à Valence et il reste rivé dans la cabine, attentif au cadran. Pas une seconde possible pour aller aux toilettes. A Valence, seulement deux à trois minutes d'arrêt avant de repartir pour Toulon. Pour les agents de conduite des trains de marchandises ou voya-

geurs, voici un exemple de roulement : départ de Chambéry, 7 h 16 jusqu'à Modane. Retour à Ambérieux à 15 h 12-15 h 13. Repos à Ambérieux. Départ d'Ambérieux à 1 h 04. Direction Mâcon. Retour à Chambéry à 16 h 48. Départ de Chambéry à 1 h 27 la nuit suivante, arrivée à Dijon, 8 h 13, repos à Dijon, départ de Dijon à 1 h 07. Retour à Chambéry à 7 h 34, ce dernier train étant un train rapide de voyageurs qui roule à 160 km/heure ! »



Ensuite, chacun d'entre nous a ressenti que de cette façon, la direction se donnait la possibilité de faire des exemples, de régler des comptes, de sanctionner en toute tranquillité, à huis clos.

Nous ne sommes pas contre les mesures de sécurité, car nous sommes conscients des risques, et bien au contraire, nous sommes aux premières loges.

Mais la mesure prise par la direction n'a rien à voir, justement, avec les causes réelles des accidents de cet été, qui

sont dus aux conditions du trafic, aux conditions dans lesquelles la SNCF fait rouler ses trains et entretient son réseau, aux conditions de travail qu'elle nous impose.

Cet examen supplémentaire ne changerait pas cela. Tout au plus, il permet à la direction de se donner bonne conscience, et surtout de nous faire porter le chapeau.

Et c'est cela que nous avons refusé. C'est pour cela que nous nous sommes mis en colère et que nous avons fait grève. Correspondant LO

Les réactions des autres cheminots

□ Villeneuve-Saint-Georges

— Grève au triage

Sur 450 cheminots, une assemblée regroupant une quarantaine d'entre eux, le mercredi 2 octobre, a décidé d'appeler l'ensemble du Triage à faire grève du mercredi 2 au jeudi 3 à midi.

A l'origine de cette initiative, des militants de FO et de la CFDT qui pensaient que la grève des agents de conduite était une occasion pour ceux de l'Exploitation (sédentaires des gares de triages) d'entrer en lutte puisque les revendications sont pratiquement identiques à celles des roulants et que beaucoup d'entre eux auraient à subir des examens de contrôle (aiguilleurs, agents mouvement sécurité).

Des tournées ont été organisées, regroupant de 10 à 30 cheminots, pour faire débrayer les postes.

— Ateliers TGV

La CGT, seule, convoquait une Assemblée générale pour 14 h 30, mardi 1^{er} octobre.

Là, 70 cheminots n'eurent droit qu'à quelques informations sur la grève des roulants, et la convocation par la SNCF des syndicats. La CGT préconisait d'attendre les résultats de la négociation.

Quelques cheminots, syndiqués CGT et non syndiqués, voulaient profiter de l'occasion pour se mettre eux aussi en

Du fait de la reprise du travail des agents de conduite, beaucoup de cheminots, bien que comprenant la nécessité de profiter de cette occasion, pensaient que ce n'était plus la peine de faire grève et peu de cheminots ont débrayé. On peut estimer le nombre de grévistes de l'ordre de 10 à 20 % selon les services.

Une assemblée générale est prévue ce jeudi à midi pour décider de la poursuite ou non du mouvement.

Toujours est-il qu'une fraction de cheminots ont voulu marquer le coup pour montrer à la SNCF et au gouvernement qu'ils n'acceptaient pas d'être traités de responsables de l'insécurité, qu'ils en avaient assez de la baisse des effectifs et de la dégradation des conditions de travail.

grève et accusaient les responsables CGT d'endormir les cheminots et de ne pas vouloir de la grève. La CGT freinait au maximum et finalement l'AG se terminait en brouhaha.

Pour les cheminots les plus combattifs il est apparu clairement que la CGT ne voulait pas de grève en dehors des roulants. Mais ceux qui avaient tenu tête à la CGT à l'AG étaient contents de l'avoir fait.

□ Gare de Lyon

Quand les roulants ont cessé le travail, lundi soir, les cheminots des services voyageurs (Recette, Accueil etc.) ont été impressionnés par l'ampleur de cette grève « sauvage ».

Mais les sédentaires n'ont

guère eu envie de rejoindre le mouvement car il leur est apparu comme un problème propre aux roulants.

Il y avait quand même une minorité qui disait que ça serait le moment d'y aller. Au bureau d'Information et Réser-

vation où nous étions confrontés directement à la colère des usagers, certains ont dit : « Après tout, on n'a qu'à en faire autant », et tout le monde est parti un quart d'heure avant la fin du service.

□ Ateliers de Nanterre

Dès le début de la grève des roulants, c'était un peu l'étonnement. Au fur et à mesure, dans la matinée de mardi, les gars qui arrivaient en retard expliquaient que la grève marchait.

Bien sûr, ils voyaient le mou-

vement un peu en spectateurs, mais contents que cela marche. La CFDT décidait d'appeler à un débrayage à 13 h 30 pour expliquer un peu le mouvement des roulants et puis voir ce que l'on pouvait faire. La CGT était hostile à ce

débrayage. Elle disait sur les ateliers : « Ça regarde les roulants » ; « Ça ne nous concerne pas »... Finalement on s'est retrouvé à une quarantaine, ce qui n'est pas beaucoup et n'a pas permis d'aller plus loin.

□ Ateliers de Paris-Masséna

La grève de mardi matin a été la surprise. Certains disaient : « C'est parti de la base et c'est une vraie grève sans préavis ». D'autres :

« C'est le problème des roulants, ils ne se battent pas pour nous ».

Dans l'ensemble, indécis, ils attendaient le mot d'ordre de

grève du syndicat... qui ne viendra pas. Aujourd'hui, une minorité se dit que, peut-être, il y avait là une occasion à saisir.

□ Ateliers du Landy VHR (Plaine St-Denis)

Mercredi matin, au fur et à mesure de l'arrivée échelonnée des sédentaires, chacun exprimait sa surprise devant l'ampleur du mouvement des roulants et son efficacité ; et la plupart d'entre nous le voyait d'un bon œil : au moins les roulants, eux, ils se défendaient bien.

Cependant, peu se sentaient directement concernés sur les projets de la direction qui avaient provoqué la colère des roulants et la plupart ne voyait pas en quoi ils pourraient soutenir le mouvement. Une petite minorité de cheminots affirmait par contre que « c'était le moment » et qu'il fallait

qu'eux aussi rentrent dans la lutte. Les organisations syndicales, quant à elles, n'ont pris aucune initiative dans ce sens : ni réunion, ni tournées et leur absence sur le chantier allait plutôt dans le sens de ne rien faire.

□ Ateliers du dépôt Chapelle (Paris 18ème)

Mardi 1^{er} octobre au matin, tous les cheminots de l'atelier parlaient de la grève des roulants. Une réunion était prévue à 12 h 30. A cette réunion, deux militants CGT roulants sont venus et ont expliqué les rai-

sons de la grève. Avant que l'Assemblée prenne une quelconque décision, ces militants ont essayé de dissuader les sédentaires de se mettre en grève, car la grève était « catégorielle » et « ne concernait

que les roulants »... Attitude qui suscita bien des commentaires peu flatteurs à l'égard de la CGT au cours de l'après-midi.

□ RENAULT-BILLANCOURT

(Département 14)

La CGT marque des points, les travailleurs y gagnent-ils ?

Au département 14 de Boulogne-Billancourt, des menaces de mutations planent sur l'ensemble du personnel puisque, selon les plans de la Régie, tout le secteur devrait fermer. Une dizaine de travailleurs partent, chaque semaine, vers le département 12 dans l'île Seguin, sous peine, s'ils n'acceptent pas, d'être « mis à la disposition du personnel ». Le plus choquant est que la direction dans le même temps a fait venir des travailleurs de l'usine de Cléon pour assurer la production du département 14. Elle leur alloue pour cela des primes de déplacement de l'ordre de 7 000 F par mois.

La CGT a réagi en lançant une action qui, malheureusement, revient à opposer les travailleurs du 14 et les travailleurs en déplacement venus de

Cléon.

Le vendredi 27 septembre, 150 militants de la CGT de toute l'usine de Billancourt filtraient l'entrée du département 14. Des stagiaires et les ouvriers de Cléon sont restés à la porte, un car avait même été affrété par la CGT pour les ramener à Cléon. Les réactions des ouvriers de Cléon ont été sur le coup de laisser faire, car, après tout, ils étaient payés, mais quelques-uns étaient choqués par l'attitude de certains militants de la CGT.

Le barrage ne comprenait pas un seul ouvrier du 14, seuls la plupart des délégués CGT de ce département en étaient. Dans le département, cette action de la CGT a surpris. Dans la matinée, plusieurs dizaines de délégués CGT ramenaient au département 14 une douzaine

de travailleurs récemment mutés au 12. Les ouvriers trouvèrent cette action plutôt positive et la CGT en profita pour organiser un débrayage afin de réclamer le retour au 14 des travailleurs mutés au 12, les postes étant disponibles du fait de l'absence des ouvriers de Cléon et des stagiaires. Ce débrayage fut suivi par 80 travailleurs, principalement OS immigrés, pour lesquels il était surtout un moyen de marquer le coup face à la politique de mutations tous azimuts de la direction.

Lundi 30 septembre, plusieurs dizaines de cadres et agents de maîtrise à l'instigation de la direction tentèrent d'entraîner des ouvriers de Cléon à faire une démonstration de force devant le piquet CGT en criant à la liberté du

travail. Finalement, les cadres préférèrent se retirer plutôt que de risquer l'affrontement. Mais ce n'est qu'à 14 h 30, alors que tout était terminé depuis bien longtemps, que la CGT informa les ouvriers du 14 de ce qui s'était passé le matin aux portes !

L'action de la CGT a eu un résultat : mardi 1^{er} et mercredi 2 octobre, les ouvriers de Cléon ne sont pas venus, la direction leur demandant de rester à Cléon. Pour l'instant les mutations sont suspendues, la production dans le département est à peu près assurée du fait du retour en début de semaine de plusieurs dizaines de travailleurs émigrés revenant de congés sans solde.

La CGT paraît donc avoir marqué des points face à la direction. Mais pour combien

de temps ? Le problème posé aux travailleurs de la Régie n'est ni celui de l'emploi au seul département 14, ni celui du déplacement des travailleurs de Cléon à Billancourt. Le poser ainsi revient à opposer les travailleurs les uns aux autres, ou bien à les laisser en dehors d'une lutte organisée et pensée par les seuls militants CGT.

Mais pour faire réellement reculer la Régie sur ses projets de licenciements, sur les mutations, sur l'aggravation des conditions de travail qui va avec, la lutte de tous les travailleurs de la Régie, sur leurs objectifs à tous, sera indispensable. L'action de la CGT contre la présence des travailleurs de Cléon risque fort de ne pas ainsi contribuer à la rapprocher.

Correspondant LO

□ RENAULT-VÉHICULES INDUSTRIELS

• A Lyon

La CGT met l'usine de Monplaisir « sous surveillance »

Mardi 24 septembre en fin d'après-midi, à l'occasion de la journée de la métallurgie du Rhône, des militants CGT de RVI-Vénissieux et d'autres entreprises du 8^e arrondissement de Lyon venaient diffuser dans les ateliers de RVI-Monplaisir une brochure contenant les « propositions de la CGT de RVI pour un plan de redressement de l'entreprise », et ils appelaient les travailleurs de l'équipe du soir à se réunir aux portes de l'usine. L'équipe du soir représente un peu moins d'une centaine de travailleurs.

A l'usine B, la quasi-totalité de l'équipe débrayait et se rendait aux portes. Ils trouvèrent celles-ci fermées par les militants de la CGT, les membres de la direction se trouvant dans la rue. Ils se rendirent alors à l'usine A, où ils firent le tour des ateliers et entraînèrent avec eux la majorité des ouvriers.

Un meeting fut alors organisé par la CGT, expliquant les raisons de la « mise sous surveillance de l'usine par les travailleurs », et annonçant pour le lendemain un soutien de la part des autres usines du 8^e et surtout de l'usine RVI de Vénissieux, où un débrayage était prévu le mercredi matin.

L'occupation de l'usine dura toute la nuit avec une cinquantaine de militants de la CGT et le lendemain, à 5 h 30, quand arrivèrent les premiers ouvriers de l'équipe du matin, ils trouvèrent les portes fermées. Un tract était distribué, expliquant les raisons de l'occupation. Le sentiment général était plutôt favorable.

Dans la matinée, la CGT organisa un meeting sur une place à côté de l'usine avec un représentant de la Fédération des métaux. Puis les portes

furent ouvertes et la CGT annonça qu'il fallait reprendre le travail parce qu'on n'était pas assez nombreux. Quelques travailleurs protestèrent.

Parmi ceux qui suivent la CGT, le moral est plutôt bon, même s'ils sont un peu déçus de n'être pas allés plus loin. Pourtant le mécontentement existe réellement et si les travailleurs avaient été mis dans le coup, peut-être les choses seraient-elles allées plus loin.

Correspondant LO

• A Vénissieux

A l'usine RVI de Vénissieux, mercredi 25 septembre au matin, un tract CGT appelait à débrayer de 8 h à 10 h 30 pour l'équipe du matin et la journée. La CGT appelait à lutter contre le déclin industriel et pour les salaires, car nous n'avons eu que 2,5 % pour l'année 1985. Le tract annonçait aussi un grand rassemblement à l'usine de Monplaisir que les travailleurs, avec la CGT, avaient décidé de mettre sous surveillance.

Nous sommes partis près de 500. Sept cars archi-pleins, surtout avec ceux qui suivent régulièrement la CGT et d'autres pensant que si les travailleurs de Monplaisir occupaient, ça valait le coup d'y aller.

Arrivés à Monplaisir, il y avait déjà des délégations d'autres entreprises présentes, en particulier Renault Lyon-Sud en grève depuis trois semaines, et avec eux nous avons bloqué l'avenue à côté de l'usine.

La majorité des ouvriers de Vénissieux présents étaient les fidèles de la CGT contents de l'ambiance et du nombre relativement important de manifestants.

• A Limoges

La direction multiplie les tracasseries

Avant les vacances, la direction avait annoncé la suppression de 227 postes à RVI-Limoges. Les choses se sont précisées pendant l'été. Certains se sont vu annoncer la suppression future de leur poste de travail. Des agents de maîtrise ont été déclassés et sont redevenus agents techniques.

La direction n'a pas encore annoncé de licenciements économiques, mais tout est fait pour pousser le plus grand nombre possible de travailleurs à s'en aller d'eux-mêmes.

Les chefs deviennent de plus en plus hargneux. On téléphone aux travailleurs en arrêt (maladie ou accident de travail) pour les dissuader de jouer les prolongations. La maîtrise modifie les horaires, uniquement pour rendre leur vie privée plus compliquée, de toute évidence. Elle fait aussi pression sur des travailleurs qui avaient des aménagements d'horaire pour raisons médicales.

Un contremaître s'est permis de lire deux certificats médicaux devant tout un atelier ; selon lui, l'un des deux était « bidon ».

Bref, tout est fait pour nous pousser à prendre la porte avec quelques primes de reconversion.

Le ton de la CGT est maintenant à la lutte. Le jeudi 26 septembre, elle appelait seule à un débrayage d'une heure, suivi par plus de quatre cents travailleurs.

Les dirigeants de la CGT ont exposé « leurs propositions » pour sauver l'usine : fabriquer à Limoges ce qui se fait à l'étranger ou dans d'autres villes. Ils ont essayé d'entraîner les travailleurs dans les locaux de la direction. Mais le climat n'y était pas et le gros des travailleurs ont regardé une trentaine de militants CGT virer les dossiers de reconversion et piétiner les tableaux dans les couloirs.

Le lundi 30 septembre au soir, un groupe de 20 militants CGT s'est rendu à la séance du conseil municipal pour prendre à partie le maire, socialiste, qui a refusé de les recevoir, de discuter du problème et les a menacés de les faire évacuer par la police.

La CGT prévoit maintenant une action pour le 4 octobre.

Correspondant LO

40ème anniversaire de la Sécurité sociale

La Sécurité sociale, telle que nous la connaissons aujourd'hui, a 40 ans : elle a été créée à la Libération, par le gouvernement gaulliste à participation communiste, issu du Conseil National de la Résistance.

Mais en réalité, la forme de protection qu'elle apporte aux travailleurs, et qu'ils financent eux-mêmes, remonte au début du XIX^e siècle.

LES ANCÊTRES DE LA « SÉCU »

Si les travailleurs tiennent tant à la Sécurité sociale, c'est qu'elle représente l'assurance qu'ils ne tomberont pas du jour au lendemain dans le dénuement pour cause de maladie, de chômage, de vieillesse. Très tôt, la classe ouvrière a cherché à se protéger contre ces risques. C'était d'ailleurs une condition de sa survie. Pour ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre, la perte de celui-ci pour une raison ou une autre signifie la chute immédiate dans la misère.

Les travailleurs ont donc cherché à se prémunir en s'entraïdant : dès le début du XIX^e siècle, ils ont créé des « sociétés de secours mutuel », des « caisses d'entraide », des « fraternelles ». En mettant quelques sous de côté, en les versant dans une caisse commune, ils tentaient de s'organiser collectivement pour ne pas périr en cas de licenciement ou d'incapacité à travailler. Les patrons ne versaient rien dans ces caisses : elles étaient alimentées uniquement par les sommes que les ouvriers prélevaient sur leurs salaires.

Au fil du temps, ces caisses et mutuelles se sont multipliées. Les patrons dans leur ensemble ne voyaient pas d'un bon œil ces initiatives, même si elles ne leur coûtaient pas un sou, car les ouvriers avaient pris l'habitude de profiter des moments où ils étaient réunis dans leurs sociétés de secours pour parler politique, tournant ainsi la loi contre les associations ouvrières.

Généralement, ces mutuelles étaient organisées sur la base des professions : chaque métier ou corps de métier avait la sienne.

UNE PROTECTION SOCIALE FINANCÉE PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

La protection sociale, assurée par ces caisses de secours, dépendait en dernier ressort de l'importance des cotisations ver-

sées par leurs adhérents.

Le bas niveau des salaires ouvriers entraînait des cotisations faibles, et les secours dépendaient surtout du nombre de cotisants... à condition qu'il n'y en ait pas trop à secourir en même temps. Dans les périodes de chômage où les patrons, profitant de l'abondance de main-d'œuvre sur le marché, abaissaient les salaires, les caisses des mutuelles se vidaient rapidement.

La Première Guerre mondiale apporta un premier changement à cette situation.

LES PREMIÈRES ASSURANCES OBLIGATOIRES...

Les travailleurs, premières victimes de la guerre économique, puis de la guerre tout court, que se livrèrent les bourgeoisies européennes rivales, se révoltèrent : une vague révolutionnaire parcourut l'Europe. De nombreuses grèves et mutineries éclatèrent en France. La bourgeoisie, ébranlée, se trouva dans la situation de faire des concessions, d'offrir de meilleurs salaires aux travailleurs, d'autant plus qu'elle amassait d'énormes fortunes grâce à l'exploitation de son immense empire colonial, et de répondre aussi à l'aspiration des travailleurs à de meilleures conditions de vie, à une plus grande sécurisation face aux aléas de l'exploitation capitaliste par la création par le gouvernement de l'époque d'un système d'assurances sociales obligatoires.

... TOUJOURS FINANCÉES PAR LES SALARIÉS, MAIS PAR L'INTERMÉDIAIRE DES PATRONS...

La loi prévoyait que les patrons devaient cotiser aux assurances sociales pour leurs propres salariés. Ce qui revenait à verser directement aux assurances sociales une partie du salaire avant de remettre sa paie au travailleur.

La loi d'assurances sociales qui rendit obligatoire ce prélèvement à la source concernait essen-

Discours et petits fours seront au rendez-vous pour le 40^e anniversaire de la Sécurité sociale ce mois-ci. Ministère et directions des caisses iront chacun de leur discours d'autosatisfaction... d'autant plus que cette année le sempiternel « déficit de la Sécurité sociale » serait résorbé... à quelques mois des échéances électorales, allez savoir pourquoi ! Si déficit il y avait, en tout cas, le renflouement s'est fait sur le dos des assurés.

La gauche surtout vante la Sécu. L'Humanité la fêtait comme « la plus belle fille de la Libération », « conquête » que « les travailleurs ont dû défendre pied à pied ». Que la « Sécu » appartienne aux travailleurs, ça se discute... Mais que leur fric appartienne à la Sécu, ça c'est sûr. On oublie trop souvent que la Sécurité sociale est financée — si ce n'est contrôlée — par les

tiellement les travailleurs dont les salaires étaient inférieurs à un certain montant : le fameux « plafond » qui apparut à cette époque.

Un projet de loi fut déposé dès 1921, mais c'est à partir de 1928-1930 seulement que ce système d'assurances sociales obligatoires entra réellement en vigueur.

... QUI SE PLAIGNENT !

C'est de cette époque que date l'expression « cotisation patronale », devenue par la suite « part patronale », puis « charges patronales ». Les patrons prirent l'habitude de les présenter comme des actions philanthropiques de leur part mais il s'agissait déjà d'un prélèvement sur la masse salariale que l'employeur versait lui-même à la caisse de secours des ouvriers.

LA PROTECTION SOCIALE DÉPEND DU NIVEAU DES SALAIRES

A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, les assurés et « ayant-droit » obligatoires représentaient un peu plus du tiers de la population. Par ailleurs subsistait la multiplicité des mutuelles plus anciennes et des diverses caisses d'assurances sur la base des professions. Ceci d'autant plus que même pour les assurés sociaux, l'assurance obligatoire couvrait bien mal les risques maladie et réduisait à la portion congrue les pensions servies aux invalides et aux retraités. Quant aux millions de chômeurs que compta la France lors de la grande crise des années

Les assurés ne sont pas à la fête

assurés eux-mêmes, qu'elle n'est nullement une œuvre « sociale » du gouvernement et du patronat. Et les attaques qui sont portées contre la protection sociale des travailleurs sont autant d'attaques portées contre les revenus, autant de moyens indirects de les faire baisser.

Le budget de la Sécurité sociale est énorme : pratiquement autant que le budget de l'Etat (en 1983, il était de 920,8 milliards de francs, contre 936 milliards pour le budget de l'Etat). Une simple modification de 1 %, en plus ou en moins du taux des cotisations ou des prestations, porte sur des sommes considérables. Quoi de plus tentant et de plus pratique pour l'Etat que de s'en servir ?

Et il s'en sert. Depuis le début de la crise, la Sécurité sociale a été largement utilisée par les gouvernements pour réaliser l'opération consistant à transférer une partie des revenus des salariés dans les poches des patrons. Au nom de la lutte contre le chômage, ils ont augmenté les cotisations salariales,

diminué les cotisations patronales, et réduit les prestations servies aux assurés.

Alors les travailleurs, en France, se sentent protégés par le système de la Sécurité sociale. Et ils le sont en effet, dans une certaine mesure.

Mais ils le sont d'abord avec leur propre argent, avec ce que les patrons et l'Etat prélèvent automatiquement sur la masse salariale à cet effet. Que ce soit au titre de la part salariale ou de la part dite « patronale », on ne fait aucun cadeau aux travailleurs.

Et puis ils sont protégés dans une certaine mesure seulement. Et une mesure qui flanche, sacrément, avec la crise. Les cotisations augmentent. Les prestations diminuent. Quelques pourcentages extorqués de-ci ; d'autres de-là. Mais au total, des millions de francs en moins, sommes anonymes et impersonnelles derrière lesquelles se cache une masse croissante de drames sociaux.

Claude ROLLAT

1930, ils se trouvèrent sans ressources et réduits à la soupe populaire. Pendant ces années de crise, les salaires baissèrent considérablement ; les prélèvements obligatoires pesaient lourdement sur les salaires réduits. Le coup de colère de la classe ouvrière en juin 1936 obligea les patrons à lâcher des augmentations, vite réduites par l'inflation... et la guerre.

AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA BOURGEOISIE A PEUR DE LA CLASSE OUVRIÈRE... MAIS ELLE EN A BESOIN

Une nouvelle fois, la guerre finie, il fallut reconstruire, remettre l'économie en marche. La bourgeoisie entendait bien que ce soit à son profit. Elle avait besoin d'une classe ouvrière qui travaille beaucoup et revendique le moins possible. Mais, instruite par l'expérience de la guerre précédente et des grèves de juin 1936, elle craignait les mouvements de révolte de la classe ouvrière. Elle prit donc les devants en faisant appel à la collaboration des organisations ouvrières, qui acceptèrent le marché. Le Parti Communiste fut appelé à participer au gouvernement. Son dirigeant, Thorez, appela les ouvriers à « produire d'abord et revendiquer ensuite ». En fait, ce que le PC et les syndicats revendiquèrent surtout, au nom de la classe ouvrière, ce fut une participation à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Ils obtin-

rent en partie satisfaction. Les Comités d'Entreprise furent créés à cette époque ; les syndicats furent déclarés par le gouvernement et le patronat seuls représentants des travailleurs et seuls interlocuteurs valables auprès d'eux. C'est d'ailleurs en tant que tels qu'ils furent invités par De Gaulle à participer à la création et à la gestion de la Sécurité sociale.

Elle fut créée le 4 octobre 1945. Comme l'explique *La Vie Ouvrière*, l'hebdomadaire de la CGT (dans son numéro du 30/9/85) : « Sa mise en place fut l'œuvre du militant de la CGT, dirigeant de la Fédération de la Métallurgie, Ambroise Croizat, nommé ministre du Travail par le général De Gaulle. Une mise en place réalisée en quelques mois, ce qui représente un véritable tour de force quand on songe aux conditions humaines, matérielles et techniques de l'époque. En particulier grâce à la compétence et au travail de militants de la CGT... ».

Si le gouvernement de l'époque, soucieux des intérêts capitalistes, prit la peine d'instaurer un système qui étendait la protection sociale à l'ensemble des salariés, ce ne fut pas par philanthropie, mais par intérêt : il fallait remettre la classe ouvrière au travail. Ainsi l'explique d'ailleurs très bien le directeur général de la Sécurité sociale de l'époque, Pierre Laroque, dans une interview au journal *Le Monde* du 29/9/85 : « Ayant vécu la période 1936 et ses conflits sociaux, ayant eu à faire un enseignement à l'Ecole

40ème anniversaire de la sécurité sociale

suite de la p 7

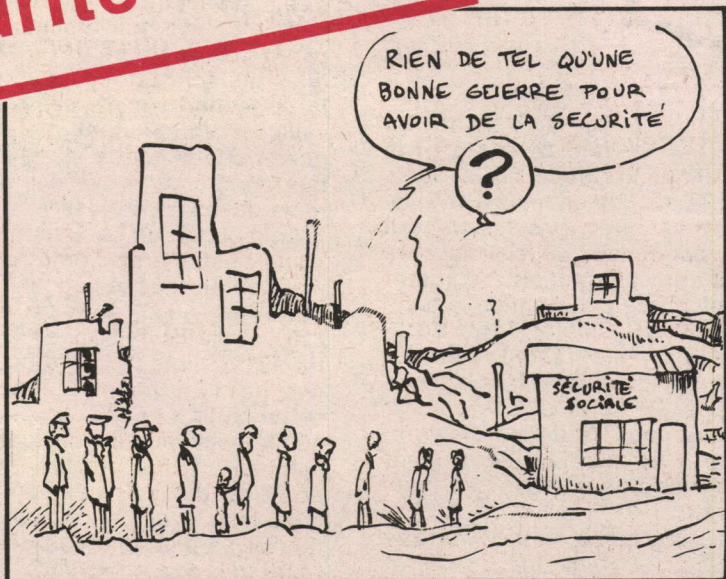
des sciences politiques sur les rapports entre patrons et ouvriers, je constatais que les différences et les antagonismes entre classes étaient accrus par l'inégalité dans la sécurité. La masse des travailleurs vivait dans l'insécurité. La guerre, qui avait rapproché les groupes sociaux, rendait cette situation insupportable... Le but était d'assurer à la masse des travailleurs, et pour commencer aux salariés, une sécurité véritable du lendemain. Cela allait de pair avec une transformation sociale et même économique : l'effort qu'on leur demandait pour la remise en marche de l'économie devait avoir une contrepartie. (...) La mise en place de la protection sociale n'a pas nui à la reconstruction du pays. Elle l'a même favorisée car on a pu demander des efforts considérables aux travailleurs ».

DES SÉCURITÉS SOCIALES APPARAISSENT ÉGALEMENT DANS LES AUTRES PAYS D'EUROPE

Dans les autres pays européens qui avaient connu la guerre, le même problème se posait aux différentes bourgeoisies : acheter la paix sociale pour pouvoir continuer à faire des profits ; elles y répondaient de façon similaire, en mettant notamment en place des systèmes de Sécurité Sociale. En Angleterre, ce fut le plan Beveridge, dès 1942. En Allemagne, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Irlande, l'Etat prit en charge la création de Sécurité sociales à partir des organismes déjà existants. Mais pour les bourgeoisies, le prix n'était guère élevé : en fait, comme auparavant, les patrons ne payaient rien, la Sécurité sociale étant financée uniquement par les salariés.

UNE MOSAÏQUE DE RÉGIMES SOUS UN MÊME TOIT

En France, l'extension du système d'assurances sociales à tous les salariés se fit par le regroupement dans un ensemble unique des multiples organismes de mutualité existants. Mais on voulut égaliser par le bas, et les quelques catégories de travailleurs qui bénéficiaient déjà de régimes de protection plus avantageux que celui mis en place par la



Sécurité sociale, les fonctionnaires civils, les employés du gaz et de l'électricité, les mineurs, les cheminots, les marins, conservèrent leurs « régimes spéciaux », puis le système fut étendu aussi, peu à peu, aux non-salariés, avec une complexité effroyable, mais le régime général (celui des salariés) est le plus important et couvre aujourd'hui 80 % de la population.

LES TRAVAILLEURS PERDENT TOUT CONTRÔLE SUR LEUR PROPRE CAISSE DE PROTECTION MUTUELLE

La Sécurité sociale a contribué au redémarrage de l'économie grâce à une classe ouvrière sécurisée. Pour les travailleurs, disparaissait enfin la hantise de la maladie et de la vieillesse, mais eux-mêmes la finançaient : l'Etat ne faisait qu'organiser plus largement le système et le généraliser. Par la même occasion, il s'arrogea la haute main sur cette caisse, décidant autoritairement de ce que devaient payer et percevoir les assurés. Certes, formellement, la Sécurité sociale a des administrateurs élus par les travailleurs. Mais ces derniers n'ont aucun droit de regard sur l'utilisation qui est faite de leur argent.

UNE PROSPÉRITÉ ACCRUE POUR LA BOURGEOISIE, UNE « SÉCURITÉ » SOCIALE TRÈS RELATIVE POUR LES TRAVAILLEURS

Dans la période de prospérité qui a suivi la guerre, la bourgeoisie a fait d'énormes profits.

Elle en a lâché quelques miettes aux travailleurs, sous forme de meilleurs salaires. Les cotisations prélevées, proportionnelles aux salaires, ont bientôt constitué des masses d'argent considérables qui ont permis de financer les hôpitaux et le développement du système de santé en général. L'Etat en a pro-

fité pour se décharger de toutes ces dépenses sur le dos de la Sécurité sociale, et donc des assurés, tandis que l'argent des impôts servait, lui, à l'armée, ou à verser des subventions aux capitalistes. Un certain Lenoir, inspecteur des Finances de son état, de passage au Secrétariat à l'Action Sociale, en 1980, disait la chose élégamment : « Une protection sociale satisfaisante accroît la sécurisation individuelle. Elle n'est donc pas neutre du point de vue économique. Elle facilite les rapports sociaux, est un facteur de paix sociale et contribue à éviter les conflits. Le système social ne doit pas être vu comme la part de socialisation inévitable que le secteur productif est contraint d'accepter en régime libéral : il existe une articulation bénéfique, mais discrète, entre le bien-être social et la rentabilité économique. »

En ces années de vaches grasses pour la bourgeoisie, la production augmentait, le plein emploi régnait, les patrons faisaient même venir des travailleurs immigrés, qu'ils payaient moins, mais qui eux aussi cotisaient sur leur salaire à la Sécurité sociale.

Mais même pendant ces années de prospérité économique, la Sécurité sociale est restée la protection du pauvre, les vieux travailleurs ne touchant pour la plupart que des maigres retraites, et les dépenses de santé n'étant qu'insuffisamment remboursées. D'où la nécessité, pour la grande majorité des travailleurs, d'adhérer à des Mutuelles et à des caisses de retraite complémentaires, indépendantes de la Sécurité sociale.

A NOUVEAU LA CRISE... AVEC L'ATTAQUE EN RÉGIE CONTRE LES SALAIRES

Le boom économique

n'eut qu'un temps. Le marché s'engorgea, la concurrence entre capitalistes se fit plus âpre. Dans les années 1970 s'ouvrit une période de récession, puis de crise. Il s'agissait pour les capitalistes de devenir « plus compétitifs », c'est-à-dire de maintenir le niveau de leurs profits en produisant au moindre coût.

Les patrons commencèrent alors à licencier, et à s'attaquer aux salaires, à amputer le niveau de vie ouvrier.

Une des méthodes employées par les patrons, avec l'aide sans réserve des gouvernements, consista à s'attaquer à la partie de la masse salariale qui effectue un passage par les caisses de Sécurité sociale avant de revenir au travailleur, à s'attaquer aux cotisations de Sécurité sociale pour les augmenter, aux prestations pour les réduire. La scène se joue généralement en trois actes.

PREMIER ACTE : LE DÉFICIT SORT DE SON TROU

Chaque attaque s'accompagne de la préparation psychologique nécessaire : on ressort le fameux « déficit », le « trou », le « gouffre » de la Sécurité sociale, périodiquement utilisé par les gouvernements pour justifier l'augmentation des cotisations des salariés.

DEUXIÈME ACTE : LES LAMENTATIONS DU PATRONAT

De son côté, le patronat présente sa propre campagne, orchestrée de façon tout aussi dramatique que celle du gouvernement à propos du « déficit », mais jouée cette fois sur l'autre air connu : « L'Insupportable Fardeau des Charges Patronales » !...

Pour prendre les chiffres les plus récents (le rapport de la commission des Comptes de juillet 1985), la part des cotisations versées par les employeurs dans le financement de la Sécurité sociale est passée entre 1981 et 1984 de 69,2 % à 64,3 % (soit - 4,9 %), avec une diminution progressive chaque année. Dans le même temps, la part des cotisations versées par les assurés a augmenté, passant de 23,2 % à 24,8 % (soit + 1,6 %), ceci alors que les effectifs salariés

Les patrons licencient, les travailleurs paient

Pour la seule année 1984, 100 000 chômeurs de plus représentaient pour la Sécurité sociale une perte de cotisations de 3 milliards de francs.

Une étude faite par *Economie et Statistiques* sur la période 1975-1980 évalue à 300 milliards de francs le coût de la crise économique sur les organismes de Sécurité sociale, dont 70 % sont imputés

ont diminué d'environ 1 % chaque année et que des milliers de chômeurs en plus représentent des milliers de cotisations en moins.

TROISIÈME ACTE : L'OFFENSIVE CONTRE LES PRESTATIONS

Le troisième volet de l'opération consiste à diminuer les prestations et les remboursements servis aux travailleurs. Le médicament, ou l'hôpital, ne sont plus — ou sont moins — remboursés ; le niveau des allocations familiales ou des retraites baisse (quand celles-ci ne sont pas revalorisées avec l'augmentation du coût de la vie, par exemple), les dépenses hospitalières diminuent.

Bref, une partie des cotisations des travailleurs ne leur revient plus, mais sert à autre chose : par exemple à compenser la baisse des cotisations due à l'augmentation du nombre de chômeurs !

Les patrons licencient, les salariés paient : c'est ce que le gouvernement appelle « la solidarité »...

Les hypocrites...

Pendant que le gouvernement proclame que les travailleurs se soignent trop, ceci afin de justifier les réductions de remboursement des médicaments et le blocage des dépenses d'hôpitaux, le programme militaire établi pour cinq ans (1984-1988) a prévu des dépenses de l'ordre de 830 milliards de francs en commandes d'armements nouveaux (dont un tiers pour l'armement nucléaire). Parmi ceux-ci, un porte-avions à propulsion nucléaire qui complètement équipé, coûte à lui seul 10 milliards de francs, et 70 Mirage 2000 dont le coût total est de 15 milliards de francs.

Yvon Chotard (CNPF)

« Notre système de protection sociale ne peut continuer de se gonfler indéfiniment sous l'influence de mécanismes anonymes, irresponsables et incontrôlés (...) Ce développement a été assuré de façon incohérente, notamment en raison de la confusion croissante entre l'assurance et les transferts sociaux. Elle a abouti à faire de la Sécurité sociale, moyen dynamique du système de protection sociale, une structure monstrueuse dont le poids a sans doute dépassé le seuil du tolérable. Surtout, la part des entreprises n'a fait que s'alourdir tout au long de l'évolution du système français. Le moment est venu d'y mettre un terme et de renverser la tendance. » (17 janvier 1979 — *Le Monde*)

tables au chômage. Ce chiffre de 300 milliards est à rapprocher de la somme des ressources supplémentaires dues à l'augmentation de cotisations pour la même période : 220 milliards de francs. Les assurés paient pour le chômage !

Le gouvernement de gauche n'a pas innové : il utilise les méthodes de ses prédécesseurs. Il prélève aussi sur la Sécurité sociale pour aider les patrons en cette période de crise.

Cette politique de la bourgeoisie n'est pas propre à la France. Dans les pays européens où existe une Sécurité sociale, des mesures similaires sont prises : le ticket modérateur a été augmenté en Belgique ; de même en Allemagne Fédérale où un forfait hospitalier a également été institué. Le mode d'indexation des prestations a été revu à la baisse, et les taux de cotisations relevés en Allemagne Fédérale, en Belgique, en Irlande, aux Pays-Bas. En Italie, d'importantes coupes sombres dans les dépenses de santé viennent d'être décidées.

Par contre, aux Etats-Unis où n'existe pas de Sécurité sociale financée par les salaires indirects (et où les travailleurs sont obligés de recourir à des assurances privées), les patrons s'en prennent aux salaires directs, de façon spectaculaire et brutale.

En France, la bourgeoisie s'y prend, pour le moment encore, de façon plus camouflée. Mais là comme ailleurs, c'est toujours aux travailleurs qu'elle fait payer les frais de sa crise économique.

Qui ne paie pas ses dettes s'enrichit...

La part des cotisations dite part des salariés est directement prélevée sur le salaire : les salariés ne disposent pas de délais de paiement. Les patrons, si. Ils paient souvent en retard. Et même s'ils sont en principe pénalisés, cela leur revient souvent moins cher de payer avec retard leurs cotisations que de s'adresser à leur banque pour un prêt.

A l'URSSAF (Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales), nombreux sont aussi les dossiers d'entreprises classés pour « insuffisance d'actifs » (c'est-à-dire incapacité de la société à payer ses dettes) sans qu'il soit possible de se retourner contre les patrons mauvais payeurs : ceux-ci s'arrangent pour organiser l'insolvabilité de leur entreprise. Et comme le patron n'est généralement pas responsable des dettes de son entreprise... Sa fortune personnelle reste à l'abri des poursuites !

La CGT évalue à quelque 12 milliards le montant des dettes patronales à la Sécurité sociale.

Retour à l'assistance

Pour conserver ses droits à la Sécurité sociale, le chômeur doit faire la preuve qu'il est à la recherche d'un emploi.

Combien de chômeurs de longue durée, ayant perdu tout droit aux indemnités-chômage, découragés, ne s'inscrivent même plus à l'ANPE, et donc perdent leurs droits à la Sécurité sociale ? Les statistiques officielles ne le disent pas. Mais on constate un retour à l'assistance et aux soupes populaires et les services sociaux rencontrent de plus en plus de cas de demandes d'assistance médicale gratuite.

Les mesures contre les travailleurs et en faveur des patrons, au fil des ans

Le transfert d'une partie des revenus des salariés dans les poches du patronat par des mesures touchant la Sécurité sociale ne se fait pas brutalement.

Ce tableau montre que les décisions ou ordonnances gouvernementales (non remboursées, celles-là) interviennent peu à peu.

De petites doses en petites doses, cela fait tout de même une overdose de 123 milliards de francs prélevés sur les revenus salariaux et les prestations depuis juin 1983. (Evaluation CGT, citée dans l'Humanité du 1/10/85).

1977

1978

1979

1980

1981

1982

1983

1984

1985

COTISATIONS PATRONALES : EN BAISSSE	COTISATIONS SALARIALES : EN HAUSSE	PRESTATIONS ET REMBOURSEMENTS AUX ASSURÉS : EN BAISSSE
		7/2/77 : — Le taux de remboursement d'un millier de médicaments dits « de confort » passe de 70 % à 40 %. — Le ticket modérateur est relevé de 5 % sur les soins d'auxiliaires médicaux et institué à 30 % sur les frais d'ambulance.
De 1978 à 1981 : Prise en charge par l'Etat des cotisations patronales lors des « Pactes pour l'Emploi » cadeau aux patrons évalué à : 1 ^{er} pacte : 1,4 milliard de francs 3 ^{ème} pacte : 1,1 milliard de francs.		
3/1/79 : — Prise en charge par l'Etat des cotisations employeurs pour certains apprentis.	1/1/79 : — Augmentation de la cotisation vieillesse de 1,25 % (0,5 % seulement pour les patrons). 1/8/79 : — Majoration « exceptionnelle » de 1 % de la cotisation maladie.	1/1/79 : — Les indemnités maladie deviennent impossibles.
	1/7/80 : — Augmentation de la cotisation maladie sur les retraites + 1 % sur le salaire de base, + 2 % sur les retraites complémentaires.	
1/6/81 : — Allègement des cotisations employeurs « pour compenser l'augmentation du SMIC ». 15/9/81 : — « Contrats de Solidarité » : cadeau de tout, ou partie, des cotisations pour les employeurs qui embauchent	1/2/81 : — Suppression du 1 % « exceptionnel » sur la cotisation-maladie... 1/11/81 : — Rétablissement de ce 1 % « exceptionnel » !	
Fin 82 : — Décision de bloquer les charges patronales jusqu'à fin 83.	1/6/82 : — Augmentation de la cotisation-maladie sur les allocations-chômage (+ 1 %) et les pré-retraites (+ 2 %).	Juillet 82 : — Plan pour économiser 10 milliards en 6 mois : — Relèvement inférieur au taux prévu des prestations familiales (6,2 % au lieu de 14,1 %), des retraites (4 % au lieu de 7,5 %) et de l'allocation-logement. — Diminution ou suppression du remboursement d'un millier de médicaments (= 1 milliard d'économies).
1/11/83 : — Il est projeté qu'en 1987 les patrons ne paieront plus de cotisations aux caisses d'Allocations familiales : les contribuables y pourvoient.	1/3/83 : — Impôt supplémentaire de 1 % (soit 9 milliards). — Taxes sur l'alcool et le tabac. — Report de certaines mesures sociales prises par la Gauche : 4 milliards économisés. 1/9/83 : — Augmentation d'1 point de la cotisation-vieillesse des salariés. 1/3/83 : — La cotisation-maladie des pré-retraités passe de 2 % à 5 %.	Application du plan d'octobre 1982 destiné à économiser 30 milliards, dont : — Freinage des revalorisation des prestations pour 1983. Economies : — 6 milliards sur les retraites. — 5 milliards sur les allocations familiales. 1/4/83 : — Forfait hospitalier de 20 F/jour (= 2 milliards en 83). Juin 83 : Plan pour économiser 4 milliards dont 1 milliard en bloquant les dépenses hospitalières.
1/1/84 : — La cotisation-vieillesse ne bouge pas. — La cotisation d'assurance-maladie est entièrement déplaçonnée, ce qui revient pour le patron à une économie annuelle de cotisation de : — 396 F par salarié au SMIC. — 828 F par salarié au plafond, alors que l'augmentation que cette mesure entraîne pour lui n'est que de 216 F par an pour un salaire annuel de 120 000 F.	1/1/84 : — La cotisation-vieillesse augmente de 1 % : soit une ponction annuelle de 462 F pour un smicard, et de 973 F pour un salaire de 8 110 F (plafond SS). 1/9/84 : — Reconstitution du 1 % supplémentaire d'impôt. — Rendement estimé de ces mesures : 25 milliards de F.	1/4/84 : — Les chômeurs n'ont plus droit à l'assurance-invalidité 1 an après la fin de leurs allocations-chômage.
1/1/85 : — Prise en charge par l'Etat des cotisations des 300 000 jeunes embauchés au titre des TUC.	1/6/85 : — La taxe des assurances automobile passe de 12 % à 15 % : elle est répercutée sur les automobilistes.	1/6/85 : — La revalorisation des allocations familiales et des pensions vieillesse et invalidité est freinée. — Le remboursement de 379 médicaments passe de 70 % à 40 %. — Augmentation du ticket modérateur pour les soins infirmiers et de laboratoires. — Réforme des prestations familiales avec notamment la diminution des indemnités maternité de 90 % à 84 % du salaire. Economies prévues sur l'ensemble : 3,5 milliards.

**40^{ème}
annive
de la sécu**



CRAMIF

Les directeurs au goulot, les employés au boulot : cette goutte d'alcool a fait déborder le vase

Le 30 septembre, la direction de la CRAMIF (Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France) inaugurerait une exposition sur les activités de l'organisme en présence de M. Laroque, l'un des fondateurs de la Sécurité sociale et de la presse.

Le beau monde voulant se réunir en paix, les accès du hall d'accueil avaient été fermés aux assurés sociaux et aux employés.

Cette opération « portes fermées » avec arrosage réservé à quelques dizaines de directeurs et de présidents de Conseils d'administration de la région parisienne a soulevé l'indignation parmi le personnel. Car depuis plusieurs années, les restrictions se multiplient, des dizaines de postes sont supprimés, les salaires sont quasiment bloqués et la retraite complémentaire vient d'être réduite.

Et pour les 40 ans de la Sécu-

rité sociale, alors que le personnel espérait une journée de congé supplémentaire, la réponse donnée par le président de l'UCANSS (tutelle) a été de travailler davantage à cette occasion.

Dur à avaler, surtout lorsqu'on a appris que la première partie de la note à payer pour cette sauterie s'élevait à 18 000 F. Quand on sait qu'on ne peut avoir des fournitures qu'au compte-gouttes, c'est rageant d'apprendre que le seul article non rationné est le Scotch !

Aussi, l'invitation faite par la CGT et la CFDT d'ouvrir les portes du hall aux employés a été bien accueillie. Près de deux cents employés et employés ont envahi les lieux au moment du discours inaugural. Celui-ci s'est terminé sous les huées et a été suivi de slogans sur les salaires et « la Sécu aux travailleurs ».

Les quarante personnalités

ont vite reflué vers le fond du hall en abandonnant le micro... aux employés. Après avoir empêché que l'on coupe le son, les représentants de la CFDT et de la CGT ont dénoncé les remises en cause visant les employés et les attaques contre la protection sociale des assurés sociaux.

Les cadres de la Surveillance Générale avaient pris soin de fermer à clef la salle où devait se tenir l'arrosage... pour le cas où les employés auraient eu l'intention de se servir et de distribuer les douceurs aux assurés sociaux comme certains le suggéraient.

En fin de compte, ces portes-là n'ont pas été forcées, la direction en a été quitte pour une frousse supplémentaire et les huiles ont fini par boire et manger entre eux.

Après le grand four de leur inauguration ils ont tout de même réussi à sauver les petits !

Correspondant LO

URSSAF Montreuil

Flexibilité : la direction ne fléchit pas

A l'URSSAF, à Montreuil, on estime que sur un effectif de 480 agents de bureaux (effectif théorique), il manquerait actuellement 200 personnes environ. Trente agents de bureau se trouvent actuellement en formation professionnelle et 167 autres en « indemnités de fonction » au titre de l'article 35 (c'est-à-dire qu'ils sont affectés à un poste différent, en principe plus qualifié).

Résultat : dans certaines salles, des services du contentieux ou des comptes, là où il devrait y avoir trois agents de bureaux, il n'y en a généralement plus qu'un. Dans certains services, pour faire de la place aux nouveaux dossiers à traiter, on nous fait classer aux archives de précédents dossiers non encore terminés. Et tout à l'avenant.

Bien sûr, la direction n'ignore rien d'une telle situation. A défaut d'embaucher, elle a trouvé sinon la solution du moins plusieurs palliatifs.

Dans l'organisme même, le ministère de tutelle ayant bloqué toute embauche, quand un poste est vacant (départ en retraite, en maladie ou démis-

sion), il n'est plus remplacé. Dans certains cas, la direction fait appel à des employés en indemnités de fonction (le fameux article 35 dont il a été question plus haut). En pratique, elle demande à quelqu'un d'occuper un poste réputé plus qualifié, mais sans lui attribuer le coefficient qui y correspond. En guise de dédommagement, l'employé touche une indemnité de fonction qui lui donne le salaire de l'emploi qu'il tient. Mais ce salaire n'est nullement garanti. L'employé peut se retrouver à son ancien poste et voir son salaire baisser du même coup. En cas de congé maternité, congé parental ou de formation, de départ au service militaire ou d'arrêt maladie dépassant un mois (même en cas d'accident du travail), l'employé ne touche plus que son ancien salaire.

Sur le plan de l'organisation du travail cela n'aboutit de toute façon qu'à déplacer les gens et... donc les problèmes. Alors, depuis quelque temps, la direction embauche. Mais uniquement au compte-gouttes et sous contrat à durée déterminée. En neuf mois, 80 employés

sous contrats de deux mois renouvelables, trois ou cinq semaines renouvelables (ce qui ne donne pas droit aux ASSEDIC ensuite) ont ainsi défilé à Montreuil. Sous prétexte de « surcroît de travail occasionnel », la direction embauche de la sorte puis, le contrat renouvelé, licencie l'employé... et en embauche aussitôt un autre suivant les mêmes modalités.

Cet été, malgré l'avis défavorable du Comité d'entreprise et même du Conseil d'administration, mais avec l'appui du ministère de tutelle, la direction est même allée jusqu'à employer des TUC. 60 sont programmés, 20 ont été annoncés et, le 16 septembre, ils étaient déjà 6 dans nos locaux à travailler pour 1700 F par mois. On se demande bien par quel miracle (ou pirouette) des postes vacants qui, jusqu'à maintenant, étaient décrits comme non nécessaires de remplacer sont subitement devenus... d'utilité collective, puisque c'est ce que signifient les initiales TUC !

Correspondant LO

Assurés, si vous saviez...

La devise de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du département du Cher semble être : « Nul n'est censé ignorer la législation ».

En voici, pour preuve, quelques exemples.

Interventions chirurgicales

La plupart des opérations chirurgicales sont remboursées à 100 %, mais les soins relatifs à ces opérations ne sont remboursés à 100 % pendant trois mois que si l'assuré précise qu'ils sont en rapport avec l'intervention.

Et au-delà des trois mois, il ne suffit plus que l'assuré le mentionne, il faut que ce soit un médecin qui l'indique.

Si bien que beaucoup d'assurés sont remboursés à 70 % car ils ne connaissent pas ces « détails ». Et pour cause, personne ne les leur a jamais signalés !

Frais de transport

Les tarifs de la Sécu tiennent compte de l'usure du véhicule utilisé, en plus de la consommation d'essence, mais les assurés n'osent demander que les remboursements de leurs frais d'essence.

Et bien sûr, la base de remboursement de la Sécu n'est jamais communiquée.

Pour savoir que vous êtes en droit de demander et de recevoir 1,13 F du km si vous avez une voiture de 6 CV ou plus, il faut pour le moins que vous soyez abonné au *Journal Officiel* !

Lorsque le médecin conseil de la Sécurité sociale accorde une prise en charge des frais de transport pour une hospitalisation, on ne notifie à l'assuré que l'accord de la prise en charge pour l'établissement hospitalier, pas l'accord pour les frais de transport !

Au cas où l'assuré prendrait un moyen de transport moins onéreux que celui accordé par le contrôle médical, ce serait toujours cela d'économisé !

Heures de sortie

Lorsque vous êtes en arrêt de travail, vous pouvez bénéficier d'heures de sortie élargies... mais seulement si vous ou votre médecin le demandez !

Si vous n'avez pas osé ou si vous vous êtes dit que ce n'était pas possible, que la Sécu vous en aurait bien averti, vous vous êtes fait avoir et vous n'aurez droit de sortir que de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h.

Et si vous avez le malheur d'être absent en dehors de ces heures-là et d'être contrôlé, vous serez sanctionné.

Certaines caisses ont supprimé les sanctions sur les indemnités journalières, mais pas la Caisse de Bourges, qui a la même pratique lorsque l'avis d'arrêt de travail parvient à la Caisse au-delà de 48 h d'arrêt.

Rien de plus arbitraire comme décision, puisque ce sont quelques administrateurs qui « jugent » du nombre de jours qui ne seront pas payés !

Capital décès

Plus scandaleux encore, on ne doit pas provoquer le paiement du capital décès (égal à trois fois le montant du dernier salaire). Il faut attendre que le veuf ou la veuve le demandent... s'ils le savent !

Car pour donner bon nombre de prestations, il faut que l'assuré en fasse la demande.

Oh, certes, on n'écrit pas noir sur blanc que les employés ne doivent pas donner certains renseignements. Non, ce sont des informations orales, des « conseils » que l'on donne à certains. Si bien qu'un dossier peut être traité de plusieurs façons, et le remboursement pourra être différent, si remboursement il y a...

Il n'y a vraiment qu'un employé qui a pris racine depuis longtemps dans une Caisse de Sécu qui peut se retrouver dans cette jungle de textes, notes de service et consignes ! Et encore...

Un droit jamais utilisé qui secouerait bien des dossiers et des pratiques poussiéreuses !

Si une Caisse Primaire d'Assurance Maladie n'a pas réglé des prestations à un assuré sans motif valable, celui-ci peut demander à la Caisse de lui verser un dédommagement.

Cette astreinte est équivalente à 1 % des prestations non versées, par jour de retard.

Correspondant LO

dans
les entreprises

La grève des manipulateurs radio

• Aux Hospices Civils de Lyon

Les radios de Lyon sont en grève depuis lundi 23 septembre contre la suppression des « congés rayons » projetée par l'administration. La première semaine de grève s'est terminée par deux actions spectaculaires qui non seulement ont regonflé le moral des radios mais qui ont fait que la presse locale a, à nouveau, parlé d'eux. Le matin, les radios sont allés accrocher une très grande banderole de 25 mètres « Grève radiologie » au sommet des tours de la basilique de Fourvière qui domine la ville. L'après-midi, se tenait le conseil d'administration des Hospices Civils de Lyon. Les radios étaient là pour accueillir ces messieurs les administrateurs un par un, en leur réclamant leurs congés rayons. La direction qui craint ce genre de haie d'honneur avait fait venir des flics en grand nombre au cas où.

Les administrateurs n'ont pas voulu prendre position. Ils

se sont retranchés derrière le ministère. Tous ces gens de droite, Francisque Collomb maire de Lyon en tête, sont bien contents que le gouvernement de gauche prenne des mesures qu'ils n'auront pas à prendre lorsque la droite sera revenue au pouvoir.

Au début de la semaine suivante, les manipulateurs radio de Lyon se sont retrouvés relativement isolés alors qu'ils avaient espéré entraîner d'autres radios de la région et du pays. Besançon et Bourgoin ont repris le travail après trois jours de grève.

Cependant, Valence est en grève depuis le 1^{er} octobre. Une coordination régionale a eu lieu le 1^{er} octobre où il s'est avéré que la plupart des villes de la région voulaient débrayer le 8 octobre et venir manifester à Lyon dans le cadre d'une journée nationale décidée lors de la coordination nationale du 14 septembre.

Les radios se heurtent quoti-

diennement au problème des réquisitions. Les directions cherchent à en augmenter chaque jour le nombre pour rendre la grève inefficace.

Mercredi 2 octobre, comme depuis le début de la grève, les radios n'avaient eu aucune négociation avec la direction générale, ils sont allés envahir ses locaux par surprise. Ils voulaient négocier un service minimum, pour éviter les réquisitions abusives. Ils voulaient aussi l'annulation de la circulaire et le non-retrait des jours de grève sur la paye d'octobre avant négociations.

Les radios se heurtent quotidiennement au problème des réquisitions. Les directions cherchent à en augmenter chaque jour le nombre pour rendre la grève inefficace. Mercredi 2 octobre, comme depuis le début de la grève, les radios n'avaient eu aucune négociation avec la direction générale, ils sont allés envahir ses locaux par surprise. Ils voulaient négocier un service minimum, pour éviter les réquisitions abusives. Ils voulaient aussi l'annulation de la circulaire et le non-retrait des jours de grève sur la paye d'octobre avant négociations.

Tous ces engagements ont été consignés par écrit. Les radios avaient le sentiment d'avoir pour la première fois fait reculer l'administration.

Correspondant LO

• A l'hôpital de Grenoble

Depuis mercredi 25 septembre, les manipulateurs-radio de Grenoble ont entrepris un mouvement de grève totale de 24 heures reconductible, pour s'opposer à la circulaire ministérielle qui vise à supprimer les congés spécifiques à cette catégorie de personnel.

La grève est suivie à 90 % sur un ensemble de 232 agents d'électro-radiologie. Un service d'urgence est assuré par des mises en demeure.

Mercredi les grévistes bloquaient les entrées tout en laissant passer les ambulances, les consultants, les livraisons de produits médicaux.

Jeudi, à la suite d'une manifestation devant le conseil d'administration qui n'avait pas mis la question des congés à l'ordre du jour, une délégation était reçue sans obtenir de résultat, le conseil d'administration ne pouvant influencer le directeur général auquel revient la décision des modalités d'application de la circulaire.

Les grévistes réclament :

- la suppression de la circulaire ;
- la reconnaissance des congés-rayons par leur intégration au statut du titre IV (futur statut de la fonction hospitalière) ;
- localement l'engagement du directeur général de ne supprimer qu'un jour, voire aucun, pour l'année 1986.

Vendredi matin, une vente de croissants, organisée aux portes par les grévistes, recevait un accueil favorable des usagers et employés de l'hôpital. L'après-midi, le directeur général s'engageait à ne pas toucher aux congés pour l'année en cours. Les grévistes se chargeant, en contrepartie, d'assurer eux-mêmes le service minimum.

Malgré ce succès sur le plan local, lundi, le mouvement continuait, par solidarité avec les hôpitaux qui viennent de déposer leur préavis de grève et parce que rien n'a encore été réglé sur le plan national.

Correspondant LO

Publicité non souhaitée

Le ton est au scandale chez les patrons : la CGT a osé diffuser à la presse la cassette enregistrée des propositions de Chotard à une réunion de l'UNEDIC... Cette cassette pirate aurait-elle des chances de se vendre à des milliers d'exemplaires ? Pourrait-elle devenir le « tube » de l'automne ? Peu probable ! Mais *Le Figaro* crie au « sabotage ». Pauvres patrons, et pauvre presse de droite, réduits à pleurer parce qu'on leur fait de la pub. Parce que seraient révélés les secrets qu'ils ont pour la CGT !

Mais pour celle-ci, si c'était une imitation de ce qu'ont fait les dirigeants de Solidarité lors des grèves et accords de Gdansk en 1980, l'imitation reste pâle. Les cégétistes ignoraient la méthode en mai 1968, lors des négociations de Grenelle. C'est dommage.

CHANTIERS NAVALS NORMED (La Ciotat)

Quatrième semaine de grève

Actuellement les ouvriers des Chantiers Navals de La Ciotat sont dans leur quatrième semaine de grève.

Ceux qui se disent non-grévistes sont regroupés autour de la CGC et FO, se sont lancés dans des actions spectaculaires. Notamment, mardi 1^{er} octobre, ils ont occupé l'Hôtel des impôts de La Ciotat, opération que la CGT prévoyait de faire un petit peu plus tard. Les non-grévistes, environ deux cents, ont mis le feu à des branchages et bloqué la rue. Ils demandent l'ouverture des négociations au plus haut niveau et la suppression des piquets de grève.

A la suite de cela et après l'intervention de quelques femmes de non-grévistes devant les piquets, la CGT a actionné la sirène des Chantiers pour amener du monde, craignant des « provocations » et la venue des CRS. Près de trois cents personnes se sont rassemblées devant les grilles.

Le même jour l'armateur du *Jarmada*, bateau en réparation actuellement bloqué aux Chantiers, a menacé de rompre le contrat avec la Normed si le travail ne reprenait pas bientôt. Pourtant, la réparation du *Jarmada* est étalée sur plusieurs mois et il est facile de rattraper n'importe quel retard. Cela a tout l'air d'une manœuvre de plus de la direction pour inciter les ouvriers à reprendre le travail.

Auparavant, le lundi 30 septembre, 200 grévistes avec l'intersyndicale CGT, CFDT et CFTC, ont fait une opération escargot sur l'autoroute La Ciotat-Marseille et sont allés manifester devant la préfecture puis devant les locaux de FR3 où ils ont exigé que la station régionale parle des Chantiers.

Après chaque négociation les syndiqués et sympathisants CGT sont réunis tôt le matin avant l'assemblée générale pour discuter de la continuation du mouvement. En assemblée générale, c'est cette décision qui est prise par l'intersyndicale sans vote.

Actuellement la direction a reculé sur : l'embauche des apprentis, qu'elle accepte ; les douches et un petit rattrapage de salaire. Les points de rupture restent les congés de conversion — la CGT demande qu'ils soient totalement au volontariat tandis que la direction propose de choisir parmi les volontaires. La CFDT et la CFTC suivent les décisions prises en assemblée générale et disent « on est parti à trois, on continuera jusqu'au bout du mouvement à trois ». Déclaration applaudie et approuvée par les trois cents ouvriers qui participent aux piquets et aux actions, ouvriers qui se sont installés dans la grève et veulent continuer tandis que la majorité des autres grévistes semble neutre.

Correspondant LO

RATP LIGNE 8

Le point du mouvement

Depuis le 5 septembre, sur la ligne 8 (Balard-Créteil), la grève d'une heure à chaque service des conducteurs continue. Cette grève était partie spontanément au terminus Balard lorsque la direction présenta un projet prévoyant 5 suppressions d'équipe.

Depuis le 8 septembre, la direction semble vouloir ne plus retirer que trois équipes. Pour l'instant, elle ne veut pas céder, plus par peur probablement qu'une victoire sur la ligne 8 conduise à l'extension du mouvement sur le reste du réseau, où des problèmes du même ordre existent (d'après la CGT la direction voudrait supprimer 37 postes de conducteurs sur l'ensemble du réseau) et où les mécontentements s'expriment.

Ainsi, jeudi 26, sur la ligne Nation-Dauphine par Barbès, les conducteurs se sont mis en grève pour protester contre l'utilisation, sur un poste de

surveillance galerie, d'un conducteur en remplacement d'un agent de la manœuvre. Très rapidement, la direction a réussi à trouver un agent de manœuvre !

Vendredi 27, sur la ligne 13 (Chatillon-Saint-Denis), les travailleurs ont fait grève contre une sanction qui aurait été mise à un conducteur qui fumait dans sa loge de conduite. La sanction a été reportée à plus tard !

De même sur la ligne B du RER (Saint-Rémy-lès-Chevreuse - Gare du Nord), une grève de deux heures à la prise de service a démarré le lundi 30 septembre, à l'appel de la CGT et de la CFDT contre la suppression de trois équipes de conducteurs.

Sur la ligne 11 (Châtelet-Lilas), la direction avait prévu de mettre deux équipes supplémentaires. Elle avait d'ailleurs commencé sa publicité auprès des usagers en disant qu'ils

auraient plus de trains désormais... Mais le hic, c'est qu'il n'y avait pas de conducteurs prévus pour ces deux nouvelles équipes. Pour le moment ce projet reste donc lettre morte.

Le 1^{er} octobre, sur la ligne 8, dans l'après-midi, tous les conducteurs qui gagnaient à Balard ont fait grève en laissant leur train au quai d'arrivée. Trois inspecteurs ont dû se mettre aux manettes. Mais comme depuis longtemps ils ont pris l'habitude de regarder les autres travailler, ils n'ont pu, malgré leurs efforts, empêcher que le travail s'accumule.

Mercredi soir 2 octobre, le nouveau directeur général, Rousselot, recevait la CGT. Il refuse toujours de céder sur une équipe supplémentaire mais a donné aux conducteurs des Juillottes des tableaux de roulement plus favorables, espérant diviser ainsi les deux bouts de la même ligne.

Correspondant LO

La mort et l'enterrement du nassérisme

IL Y A QUINZE ANS,
28 SEPTEMBRE 1970

Le 28 septembre 1970 dans la soirée, le peuple égyptien apprenait la mort de celui qui présidait aux destinées du pays depuis seize ans : le « raïs » Gamal Abd El Nasser, terrassé dans l'après-midi par une crise cardiaque. Dans les rues du Caire, des dizaines de milliers, puis des centaines de milliers d'Égyptiens se répandaient pour dire leur douleur aux cris de : « Nasser est vivant ! Il le sera toujours ». Deux jours plus tard, le 1^{er} octobre 1970, son enterrement donna le spectacle impressionnant du déferlement dans les rues de millions de personnes qu'aucun service d'ordre ne fut en mesure de canaliser. Les têtes couronnées et les personnalités venues du monde entier, rapidement perdues, submergées dans la foule, ne durent d'avoir la vie sauve et de ne pas être piétinées qu'à la totale indifférence qui les entourait. Le cercueil de Nasser fut porté, comme sur une mer, par la marée humaine qui était maîtresse, ce jour-là, des rues du Caire.



l'Algérie algérienne ».

C'est que, au fond, ce que le peuple égyptien, pleurait ce jour-là, c'était plus que l'homme Nasser : c'était le symbole qu'il représentait à ses yeux, c'était le nassérisme dans lequel il avait cru voir, pendant toute une période, l'expression de ses préoccupations et de ses espoirs ; c'était, au fond, ses illusions perdues. Car si Nasser n'était mort que ce 28 septembre 1970, le nassérisme, lui, était mort, politiquement, depuis bien longtemps.

Nasser, un des « officiers libres » qui renversa le 23 juillet 1952 le régime pourrissant du roi Farouk et qui eut la plénitude du pouvoir deux ans plus tard, en 1954, en écartant du pouvoir son associé le général Neguib, avait su s'affirmer comme le leader incontesté du nationalisme arabe par quelques coups d'éclat. Il fut, à la conférence de Bandoeng en 1955, l'un des leaders mondiaux du « neutralisme » naissant, expression du désir d'indépendance d'un certain nombre de dirigeants du Tiers Monde. En 1956 surtout, il avait proclamé la nationalisation du canal de Suez, jusqu'alors la propriété de capitaux anglo-français et qui apparaissait, aux yeux de

tous les Égyptiens, comme un vestige insupportable de la présence colonialiste. Il avait également proclamé son soutien sans faille — plus verbal qu'efficace à vrai dire — à la lutte d'indépendance algérienne. Cela en avait fait pour quelque temps « l'homme à abattre » des dirigeants impérialistes anglais et français, qui entreprirent contre lui l'expédition de Suez en octobre 1956... et son échec cuisant !

C'est aussi ce qui faisait de Nasser, aux yeux du peuple égyptien et plus largement aux yeux de tous les peuples arabes, l'homme qui incarnait leurs aspirations à la dignité, leur haine de la présence impérialiste, leur espoir de l'unité arabe. Car Nasser, qui se proclamait neutraliste, nationaliste et partisan de « l'unité arabe », voire du « socialisme arabe », savait jouer sur tous ces sentiments, asseoir sa popularité en les exprimant, en tout ou partie.

Mais si Nasser se proclamait ainsi — et réussissait à apparaître — comme le leader des masses, il était celui d'une certaine petite bourgeoisie égyptienne et arabe, avide de s'affirmer sur la

scène internationale, pressée de s'imposer face à l'impérialisme et d'avoir son propre accès aux richesses et aux prérogatives du pouvoir. Une petite bourgeoisie qui était prête à rechercher le soutien des masses mais qui ne défendait pas leurs intérêts car elle défendait, d'abord, les siens propres.

Nasser, malgré sa démagogie populiste, ne l'oublia pas un seul instant. Son régime fut, dès le premier jour, un régime policier qui sut écraser des mouvements de grève sous une répression sanglante, envoyer en prison tous les opposants, en particulier les militants du Parti Communiste Égyptien. Bien que ce parti ait abdicé toute politique indépendante et se soit aligné derrière Nasser au point d'annoncer officiellement sa dissolution, le « raïs » préférerait les voir en prison car il estimait qu'ils l'exprimeraient de couches populaires échappant à son contrôle. Cela n'empêchait d'ailleurs pas Nasser de rechercher la coopération des dirigeants de l'URSS, et les communistes égyptiens, pour cette raison, de chanter ses

louanges du fond même de leurs gèoles.

Nasser ne combattait pas l'impérialisme. Il combattait pour la place de la petite bourgeoisie et de l'État égyptien dans le cadre du système impérialiste. Et, s'il savait parfois montrer un visage radical lorsqu'il regardait vers les masses, il avait aussi composer, négocié, collaboré avec les grands de ce monde et d'abord avec les autres dirigeants du monde arabe, même les plus réactionnaires et les plus haïs, comme Hussein de Jordanie ou le roi Fayçal d'Arabie Saoudite.

Un tel jeu ne pouvait durer qu'un temps. Le nassérisme s'usa. L'échec de la République Arabe Unie — suite à un pacte d'unité égypto-syrien qui ne dura pas plus de trois ans, entre 1958 et 1961 — lui porta un premier coup. En 1967, la guerre des « Six jours » et l'offensive éclair de l'armée israélienne lui en porta un second, fatal à son prestige. Tout en dénonçant depuis des années Israël comme le pion avancé de l'impérialisme, Nasser n'avait préparé ni son armée ni son peuple à la bataille, et n'avait pas su préserver l'Égypte de

la défaite.

À la suite de cette guerre, ce fut le développement explosif des organisations palestiniennes. Les masses arabes découvrirent que, dans plusieurs pays, des hommes comme eux, arabes comme eux — les Palestiniens — s'armaient et se battaient sans attendre les ordres du « raïs », avec leur propre organisation, l'OLP, et leur propre leader, Arafat.

C'était une menace pour la stabilité de tous les régimes arabes, et finalement pour la présence impérialiste. Hussein de Jordanie, en ce mois de septembre 1970 qui devait rester le « Septembre noir » des Palestiniens, s'employa à les écraser dans le sang, avec l'accord tacite des autres régimes et tout d'abord celui de Nasser.

À la fin de ce « Septembre noir », Nasser pouvait mourir. Les événements s'étaient chargés de montrer les limites de son prétendu anti-impérialisme. Sadate, qui lui succéda, engagea le régime nassérien dont il héritait dans la collaboration ouverte avec les dirigeants US. Les masses égyptiennes, en ce 1^{er} octobre 1970, pleuraient un mythe mort.



Nasser à Damas, en 1960 (AFP)

Un meeting sur les droits de l'Homme en Algérie

Dimanche 22 septembre, la Ligue des Droits de l'Homme d'Algérie organisait un meeting à la Mutualité à Paris. (Que nous avons malencontreusement annoncé, comme une partie de la presse, pour le 29 septembre dans le n° 904 de *Lutte Ouvrière*, ce dont nous prions nos lecteurs de nous excuser).

Un certain nombre d'opposants algériens, notamment kabyles, semblent avoir fait le choix de combattre unitairement au sein de cette Ligue. Cela a contribué sans doute au succès de cette réunion. Un grand nombre de travailleurs émigrés algériens de Paris avaient tenu à s'y rendre : la salle était remplie.

Cependant le pouvoir politique était aussi présent, puisque l'Amicale des Algériens en France, antenne officielle du gouvernement algérien, avait acheté des billets d'entrées et réparti ses représentants dans la salle. À peine le président commença-t-il de parler que des incidents éclatèrent.

Des membres de l'Amicale cherchaient à interrompre le meeting et ils continuèrent à couper les discours des orateurs durant près d'une heure. Certains furent finalement mis par le service d'ordre dehors, où un cordon de CRS séparait les deux groupes.

Les orateurs, en présentant la Ligue algérienne des Droits de l'Homme, restèrent

modérés dans leurs critiques du gouvernement algérien et invitèrent même les perturbateurs à venir défendre leurs idées à la tribune. Ceux-ci, venus en fait pour tenter d'empêcher le meeting et pour repérer les participants, refusèrent en se bornant à scander : « Vive l'Algérie algérienne ».

Le meeting en somme démontrait bien que la création de la Ligue des Droits de l'Homme d'Algérie est loin d'être superflue et que la liberté d'association pour laquelle, entre autres, elle compte se battre, est loin d'être reconnue par le gouvernement d'Alger.

Guy FICHET

Cons, racistes et assassins, ça peut être la même chose

Ils étaient contents d'eux. Ils n'ont pas caché leurs mobiles, les trois videurs de cette boîte de nuit lyonnaise connue pour refuser systématiquement l'entrée aux jeunes immigrés, qui ont poignardé à mort Noredine Mechta, après avoir tabassé puis jeté dans la Saône l'un de ses amis qui n'admettait pas qu'on lui refuse l'entrée. Les meurtriers étaient très contents d'eux, vraiment. Et ils étaient tout fiers de pouvoir répondre à des témoins horrifiés et scandalisés : « Oui, c'est du fascisme, et c'est super ».

Il y a quelque temps, ce type d'assassins se contentaient de justifier leur acte en disant qu'ils étaient racistes. Cette fois-ci, c'est plus cynique et plus clair : ils se vantent d'être fascistes ! Les abrutis qui sont payés par les boîtes de nuit pour vider les immigrés doivent être les mêmes que ceux qui sont payés pour coller les affiches « Le Pen, vite ».

Non, l'affaire de Lyon n'est pas un simple fait divers. Elle est un symptôme inquiétant.

Aujourd'hui, il y a des pauvres types qui pensent pouvoir justifier leurs for-

faits, c'est-à-dire bénéficier de l'impunité ou du moins de la sympathie de l'opinion, en se disant fascistes. Aujourd'hui, ils se sentent en terrain conquis autour des boîtes de nuit, mais demain, ce sont eux que le patronat enverra systématiquement en découdre contre les travailleurs quelle que soit leur nationalité d'origine. Il faut le savoir. Surtout quand de simples travailleurs, eux, ont l'inconscience et la bêtise d'afficher leurs sentiments anti-immigrés histoire de dire « comme tout le monde » ou ce qu'ils croient être « tout le monde ». On commence par tolérer le racisme, et on finit dans les camps de concentration !

Il reste qu'aujourd'hui, devant de tels forfaits, le pire serait le silence des travailleurs.

Oh, les jeunes, eux, les jeunes « beurs » comme les autres, tous ceux qui n'ont pas encore l'âge des préjugés et ont gardé leur générosité et leur désir de vivre de façon humaine, se défendent, protestent et manifestent.

Dimanche, à Lyon, ils ont été des dizaines à manifester immédiatement

devant l'hôtel de police. Lundi, ils ont été des centaines à manifester dans la ville. Et puis, on peut aussi compter sur la jeunesse pauvre en butte aux pratiques anti-immigrés, sur sa réactivité, sa révolte. Elle réagit vite quand on l'attaque. On vient d'en avoir encore une preuve en Angleterre où le gouvernement de Margaret Thatcher a payé d'une nuit d'émeute à Brixton, une banlieue pauvre de Londres, la bavure raciste de sa police.

Mais il ne suffit pas que la jeunesse proteste et se défende, si elle reste seule dans sa révolte et ses ghettos. Le silence de l'ensemble des travailleurs finirait par devenir de la complicité et par se retourner contre eux.

L'indignation et les protestations généreuses de la jeunesse anti-raciste a besoin de l'écho ferme et puissant de tous les travailleurs, sur leur terrain de classe, là où ils sont forts, là où ils bénéficient de toute leur cohésion, sur les chantiers, dans les bureaux et dans les ateliers.

Seulement, la classe ouvrière qui se sent de gauche a la mauvaise habitude

de n'exprimer ses sentiments et ses idées politiques que tous les trois ou cinq ans en glissant un bulletin dans l'urne pour des gens qui, quand ils gouvernent en son nom, la trahissent. Mais être de gauche, être contre l'extrême-droite et le retour des méthodes du fascisme, c'est l'être là où on est fort.

Aujourd'hui, c'est sur les lieux de travail, en attendant de le montrer dans la rue,

qu'il faut dire ensemble et fermement ce qu'on pense. C'est la seule façon de commencer à inspirer des craintes effectives à tous les salauds qui s'y croient déjà et qui, en attendant d'en découdre avec les exploités et les militants ouvriers, font régner leur petit apartheid autour des boîtes de nuit.

Editorial des Bulletins d'entreprise du lundi 30 septembre 1985.

Contre l'assassinat de Noredine MECHTA

Manifestation à Lyon

Samedi 5 octobre à 15 h

Place Gabriel-Péri (Place Duton)

Organisée par :

la famille MECHTA

les amis de NOREDINE et les jeunes Arabes de Lyon et banlieue, soutenue par de nombreuses organisations
Lutte Ouvrière soutient et appelle à cette manifestation

GRANDE-BRETAGNE

A nouveau la colère dans les ghettos de Londres et Liverpool

Quinze jours après les événements de Birmingham, une nouvelle vague de colère a explosé dans des quartiers ouvriers pauvres du pays.

A nouveau la police a mis le feu aux poudres. A Brixton, dans le sud de Londres, un flic a tiré « par erreur » au cours d'une perquisition, sur une mère de famille jamaïcaine qui en restera sans doute paralysée à vie. A Toxteth, un quartier de Liverpool, des policiers ont cherché à faire inculper et écrouer sans preuves quatre jeunes de couleur arrêtés au hasard dans la rue, pour une rixe vieille de deux mois.

Dans les deux cas, la colère a gagné en quelques heures des centaines de personnes. A Brixton, plusieurs milliers de jeunes et de moins jeunes, Jamaïcains, Pakistanais et Anglais, ont harcelé la police pendant deux nuits, mis le feu à des dizaines de voitures et brûlé plusieurs édifices publics. A Toxteth, plusieurs centaines de jeunes Jamaïcains ont assiégé le commissariat central pour exiger la libération de leurs camarades et demander des comptes aux policiers avec lesquels ils se sont ensuite affrontés pendant une grande partie de la nuit.

La situation est depuis longtemps explosive dans les quartiers pauvres des grandes villes anglaises. Tout le monde le reconnaît, jusque dans les rangs du parti conservateur au pouvoir.

Tout le monde sait ce que la crise signifie dans ces quartiers. Que des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes y sont réduits au chômage à vie. Que tout s'y délabre depuis que les riches monopolisent à leur profit les subventions de

l'Etat. Et que la seule barrière qui protège les quartiers riches des taudis, les privilégiés du système de ses parias, c'est une police omniprésente, tracassière, arbitraire et vomie de tous. Une police dont les membres sont à l'image de la tâche que la bourgeoisie leur confie : méprisants et haineux envers les pauvres, et racistes envers les plus pauvres des pauvres que sont les travailleurs de couleur.

Mais ça ne fait rien. Tout

le monde a beau savoir, cela n'empêche pas la classe politique de s'étonner hypocritement de la colère et de la révolte lorsqu'elles éclatent !

Les uns, ceux qui sont au pouvoir, jouent l'indignation, en accusant un jour « les délinquants abrutis par la drogue » et le lendemain des « agitateurs politiques ».

Les autres, ceux qui sont dans l'opposition, font dans la compassion et le trémolo. Mais en redoutant, à mots à

peine couverts, que ces trouble-fête des quartiers pauvres, ne viennent perturber le ronron de leur « démocratie » et... leurs chances aux prochaines élections.

Ainsi le Parti Travailleiste, dont le congrès s'est ouvert au lendemain des émeutes de Brixton, réclame-t-il à cor et à cri la constitution d'une commission d'enquête pour que « de tels excès ne se reproduisent pas ». Mais pour lui, et il ne s'en cache pas, les « excès », ce sont les « bavures » trop voyantes de la police, évidemment, mais aussi la violence des manifestants. Et les députés travailleistes n'hésitent pas à exiger contre eux la rigueur de la justice.

Qu'attendre d'autre, d'ailleurs, d'un parti dont la seule préoccupation est de caresser l'électorat conservateur dans le sens du poil ? Quitte à en consacrer les préjugés anti-ouvriers ou racistes qui existent dans l'électorat réactionnaire, comme on peut voir les dirigeants ou gouvernants socialistes le faire ici, en France.

La classe ouvrière britannique ne peut rien espérer d'un Parti Travailleiste dont les multiples passages au pouvoir ont montré dans quel camp il se rangeait. Elle ne peut pas compter non plus sur des dirigeants syndicaux pour qui le respect du système compte

d'avantage que les intérêts fondamentaux des travailleurs et l'ont montré, même au cours de ce long et dur conflit des mineurs où Scargill n'a pas voulu — et peut-être était-ce possible — que la grève devienne générale, que ce soit un mouvement de tous les travailleurs contre l'austérité.

Quant au Parti Communiste, très faible et encore affaibli par des scissions récentes, il en est aujourd'hui à prôner une forme de compromis historique, une grande alliance allant de l'extrême-gauche à l'aile gauche conservatrice pour « sauver l'économie britannique de la faillite ».

Alors, face à l'hypocrisie générale et à la pleurerie de ceux qui prétendent parler au nom des pauvres, les jeunes émeutiers des quartiers ouvriers, eux, ont au moins le mérite de ne pas baisser les bras. Leur violence peut choquer plus d'un ouvrier anglais. Mais elle est à la mesure de l'oppression qu'ils subissent. Et précisément, parce qu'ils ne se résignent pas, souhaitons qu'ils donnent raison à Margaret Thatcher. Et que de leurs rangs surgissent vraiment les « agitateurs politiques » qu'elle fustige aujourd'hui, des militants qui n'aient pas peur d'affronter le système des riches et qui réussiront peut-être demain à mettre à bas cette société pourrie.

François ROULEAU

« Recherche Susan désespérément »

de Susan Seidelman

Ce film raconte l'histoire de... Roberta.

Roberta a épousé un homme d'affaires, un « roi du sauna » dont les spots publicitaires ravageurs envahissent la télé. Très sûr de lui, ce jeune homme a mis dans la corbeille de son mariage un appartement de haut standing. A Roberta, il revient la tâche de lui donner vie. Est-elle en panne d'idées ? Elle peut compter sur sa belle-sœur au pépiement incessant, qui n'ignore rien des dernières tendances de la mode ou de la sexologie.

Roberta s'applique à être la bonne épouse modèle qui confectionne de bons petits plats, ou en tout cas qui s'y essaye. Mais coincée entre un mari aux abonnés absents et une belle-sœur trop présente, Roberta s'ennuie. Elle s'évade dans la lecture des petites annonces de la rubrique « messages personnels ». L'un de ceux-ci l'attire irrésistiblement. Comme un feuilleton, elle lit régulièrement les annonces de Jim qui « recherche Susan désespérément ». Elle a suivi les différentes étapes de la

quête de Jim. Le prochain rendez-vous est à New York, la ville de Roberta. Elle saute le pas et s'y rend pour savoir qui sont Susan et Jim.

La bourgeoise Roberta est prise alors pour Susan, une jeune marginale dont toutes les fréquentations ne sont pas sans danger. Les quiproquos vont se succéder tandis que le mari part à son tour à la recherche de Roberta, entraînant à sa suite le spectateur conquis.

Jacques FONTENOY

« Mystère Alexina »

En 1859, Alexina a 22 ans. Elle trouve un emploi d'institutrice dans une institution pour jeunes filles près de La Rochelle. Tout irait pour le mieux si Alexina ne ressentait pas un certain trouble en présence de Sarah, l'une des filles de la directrice de l'institution. Trouble d'autant plus grand qu'Alexina qui jusqu'alors était bien persuadée d'être une fille est en réalité... un garçon. C'est rapidement le scandale.

Idee saugrenue d'un scénariste en mal d'inspiration ? Pas du tout. Ce film est la minutieuse reconstitution de l'his-

toire vraie d'Adelaïde Herculine Barbin qui fut éduquée dans des pensionnats gérés par des bonnes sœurs comme une fille, alors qu'elle était un garçon, mais à une époque où « l'on ne regarde pas ces choses-là », comme dit la mère d'Adelaïde-Alexina, personne ne s'était aperçu de la « petite différence ». Adelaïde eut ensuite le courage d'assumer, dans une société bardée de préjugés, le changement de son sexe officiel. Mais Sarah n'attendit pas que la métamorphose de son amant soit achevée pour en épouser un autre.

Désespéré(e), Alexina, qui était désormais Camille à l'état-civil, se suicida.

Il y a bien sûr dans ce film des séquences qui dénoncent l'hypocrisie aussi bien des curés que des médecins, et notamment celle où tout ce beau monde discute non pas du sexe des anges mais de celui d'Alexina. Mais il est dommage que l'histoire soit relatée sur le ton d'un froid constat. Même véridique, elle ne réussit guère à toucher le spectateur et à susciter son intérêt.

J.F.

« Dangereusement

votre »

Le dernier né des James Bond 007, espion britannique, élégant et charmeur... fait un peu réchauffé. Pas de grands rebondissements, ni de vraies surprises dans cette nouvelle aventure menée, sans une once

d'humour, par le bon contre tous les méchants.

Pour se payer une vraie partie de rigolade, mieux vaut encore suivre les vrais avatars de nos James Bond 000 de l'affaire Greenpeace...

NOSTALGIE :

La mort de Simone Signoret

La nostalgie, restée ce qu'elle était, s'est emparée du pays, du monde artistique et politique, à l'annonce de la mort de Simone Signoret. Les condoléances sont arrivées de tous les horizons, comme les fleurs sur son cercueil. L'hypocrisie, fréquente aux enterrements, n'était pas au rendez-vous, ou pas trop. Car entre la grande artiste, la sacrée bonne femme, voire la « militante » comme l'ont présentée certains, chacun a pu y retrouver la sienne.

Evidemment que Simone Signoret fut une grande artiste, de la jeune « star » des films populistes d'après-guerre à la vieille Madame Rosa ou la Veuve Couderc. Evidemment qu'elle fut une femme de cœur, et de caractère. Pour ce qui est de la « militante », c'est autre chose...

Simone Signoret n'avait pas de grandes prétentions. Même récemment, on l'a moins entendue qu'Yves Montand. Son engagement a existé, indéniablement, et ce n'est pas le pire qu'un artiste puisse faire. Si le sien ne fut guère meilleur que celui de beaucoup d'autres, il ne fut pas pire

non plus. Cela dit, c'est probablement le domaine où elle fut le moins créatrice, le moins originale.

Sans se prendre trop au sérieux, elle s'était assimilée au courant de ceux qu'on appelle les « intellectuels de gauche ». Elle fut dans le courant, en effet, dans le flot de ceux qui affichèrent un temps des sympathies soutenues pour le stalinisme pour en arriver ensuite, dix ou vingt ans après, à évoluer si ce n'est plus à droite, du moins plus à l'ouest. Mais évidemment, les petits-bourgeois du monde artistique, même ceux qui se sentent sincèrement près du peuple, n'ont guère de boussole fiable, et ils n'en cherchent guère non plus. Ils évoluent au gré des modes, et on ne peut pas dire que le milieu intellectuel, ou prétendu tel, aille vers la gauche depuis quelques années.

Reste la mémoire d'une artiste et écrivain qui a pris position contre certaines formes d'oppression, et contre le racisme. Ça vaut d'être relevé, même sans fleurs ni couronnes.

Michelle VERDIER



Simone Signoret, entre le violoniste Ivry Gittlis (à gauche) et le philosophe Michel Foucault (à droite) lors d'un hommage aux artistes polonais à l'Opéra de Paris en décembre 1981.

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

Films récents...

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran. Paramount Marivaux 2°. Paramount Odéon 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN.

de Coline Serreau.

Trois machos transformés en mères-poules par l'arrivée inopinée d'un bébé dans son couffin.

Forum Arc-en-Ciel 1°. Gaumont Richelieu 2°. Haute-feuille 6°. Publicis Saint-Germain 6°. Gaumont Ambassade 8°. George V 8°. St-Lazare Pasquier 8°. Français 9°. UGC Gare de Lyon 12°. Fauvette 13°. Mistral 14°. Montparnos 14°. Sept Parnassiens 14°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15°. Mayfair 16°. Clichy Pathé 18°. Gambetta 20°.

ALAMO BAY.

de Louis Malle.

Inspiré de faits réels : dans un petit port du Texas, le racisme qui s'exprime à l'égard de réfugiés vietnamiens. Une dénonciation.

Forum Orient-Express 1° (vo). Impérial 2°. Hautefeuille 6° (vo). Monte Carlo 8° (vo). Montparnasse Pathé 14°. Trois Parnassiens 14° (vo). 14 Juillet 15° (vo).

RAN.

d'Akira Kurosawa.

Film à grand spectacle. Dans le Japon du XVI^e siècle, une lutte sans merci pour le pouvoir entraîne l'anéantissement d'un clan de samouraïs.

Gaumont Les Halles 1° (vo). Berlitz 2°. Impérial 2°. Hautefeuille 6° (vo). St-Germain-des-Prés 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Champs-Élysées 8° (vo). Marignan 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). Nation 12°. Escorial 13° (vo). Fauvette 13°. Montparnasse Pathé 14°. PLM St-Jacques 14° (vo). Bienvenue 15° (vo). Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Wepler 18°.

VISAGES DE FEMMES.

de Désiré Ecaré.

Portraits de femmes africaines.

St-André-des-Arts 6° (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis.

Un Blanc perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir. Désopilant et grinçant.

George V 8° (vo).

... et moins récents

DOCTEUR FOLAMOUR.

de Stanley Kubrick.

Quand un général américain névrosé déclenche une opération militaire contre la Russie.

Action Rive Gauche 5° (vo).

AMADEUS.

de Milos Forman.

Le conflit imaginaire entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et il y a de la belle musique.

Vendôme 2° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo).

LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. Contrescarpe 5°. Studio Cujas 5°.

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?

de Robert Aldrich.

L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.

Olympic Luxembourg 6°. Olympic Entrepôt 14° (vo).

LES RIPOUX.

de Claude Zidi.

Des flics ordinaires dans le quartier de Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée sur leur ripouture.

Cluny Palace 5°. Ermitage 8°. Montparnos 14°.

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE.

de Franco Zeffirelli.

Un grand classique, d'après l'œuvre de Shakespeare.

Action Christine 6° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Lumière 9°.

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2°.

LA ROUTE DES INDES.

de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et l'intelligentsia locale.

Reflet Balzac 8° (vo).

ANOTHER COUNTRY.

de Marek Kaniévski.

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, l'éveil de jeunes intellectuels révoltés par l'atmosphère conformiste du collège, et qui découvrent le communisme : la génération de Philby, dont le stalinisme fit, essentiellement, des espions à son service.

Olympic Luxembourg 6° (vo).

LIVRES

« Les riches »

« Comment ils dépensent leur argent »

de Stéphane Courchaure et François Marot

Comment dépenser son argent quand on est très riche ? Voilà certes un problème que ne se posent pas l'immense majorité des gens, et qui ne touche guère que vedettes du spectacle, émirs du pétrole ou industriels florissants. Les auteurs du livre, journalistes à *France-Soir*, livrent quelques exemples de ce qui se pratique dans le petit cercle international des multi-millionnaires.

Il y a bien sûr les valeurs-placements : tableaux de maîtres, diamants que l'on collectionne comme les gosses collectionneraient des billes, ou châteaux. Certains en oublient même le nombre exact : « Une duchesse — une centaine de propriétés — tourne les pages d'un magazine et s'attarde sur la photo d'un très joli château. Ce n'est qu'en lisant l'article qu'elle découvre qu'il lui appartient. Depuis, à chaque printemps, cette châtelaine y passe... deux jours » !

On a beau être très riche, on n'échappe pas aux contingences de la vie : il faut bien se nourrir et se vêtir. Tout le monde n'aime pas le caviar et ne peut, comme ce Vénézuélien, en acheter chaque mois pour 50 millions de centimes. Alors, on peut venir de New York en 707 privé, se faire transporter d'Orly au restaurant de la Tour d'Argent en hélicoptère, commander un repas — pour quatre, quand même, fromage et dessert — à 3 000 F, et repartir immédiatement prendre le petit déjeuner à New York. Ceux qui restent un peu plus longtemps à Paris peuvent en profiter pour faire quelques courses : une petite robe à 20 000 F pour madame, une paire de chaussures (paraît-il inusables !) à 8 800 F pour monsieur, une mini-réplica de Bugatti à 15 300 F



pour l'aîné — et pour la petite dernière, un cache-brassière à 1 430 F fera l'affaire.

Côté loisirs, il faut bien évidemment avoir une Rolls-Royce, de 910 000 F sans option à 1 700 000 F options comprises. En voyage, les amoureux du confort ont intérêt à réserver une suite dans un palace à 5 000 F la nuit en moyenne ; mais les originaux épris d'exotisme peuvent toujours s'adresser à une agence new-yorkaise qui propose « une semaine de pauvres » à 1 000 dollars : « séjour dans un hôtel miteux de Harlem ou du Bronx avec passage d'huissier et garde-robe de seconde main. Discretion assurée ».

Bref, en une suite d'anecdotes, le livre indique les mille et une façons qu'ont les riches de jeter l'argent par les fenêtres. Certains chiffres sont d'ailleurs tellement élevés qu'ils n'en deviennent même plus parlants. En tout cas, c'est le budget annuel d'une ou plusieurs familles ouvrières qui peut ainsi s'envoler en une soirée, à jouer au poker ou à offrir un gadget aussi ruineux qu'inu-

tile à quelques crétins frivoles.

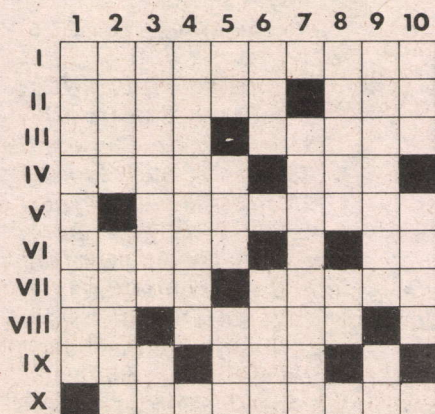
Tels sont vus de près les privilégiés. C'est une réalité qu'il est bon de connaître ne serait-ce que par la lecture d'un livre, à défaut de pouvoir, directement, la palper ! Car ce sont les mêmes qui ferment leurs entreprises, déclarent que c'est la crise et le temps des sacrifices, et dont la puissance repose sur l'exploitation du monde entier, le détournement du produit du travail pour leur profit personnel, le maintien des trois quarts de l'humanité dans la misère alors que notre planète est assez riche pour permettre à chacun de vivre dignement. Un gâchis monumental en somme, celui de la gestion capitaliste de la société dans son ensemble à côté duquel les frasques privées des riches ne sont encore que de la petite bière.

Marianne LAMIRAL

Les riches : comment ils dépensent leur argent de Stéphane Courchaure et François Marot. Ed. Balland. 252 pages. 79 F.

MOTS CROISÉS

VERTICALEMENT. — 1. Font leur beurre... sans le faire vraiment. 2. Cercle lumineux. Suit à la trace. 3. N'en fait pas profession. Pronom. 4. Pendent aux murs. 5. Indéfini. Longue période. Camarade. 6. Faisait bouillir. Rebelles sur la tête. 7. Célérité. 8. Raconte. Préfixe. 9. Elargissent. Possessif. 10. Possessif. Peut précéder l'orage.



HORIZONTALEMENT. — I. Secousses électriques. II. N'est pas à la barre. Salut romain. III. Se prend pour sauter. Allas sans but. IV. Un peu de terre. Ville. V. D'un continent. VI. Dessin technique. A tout perdu. VII. Particularité humaine. Publié. VIII. Préposition. Quand ça le sent, ce n'est pas bon signe. IX. Travail forcé. Posa. X. S'enfoncerai.

Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	T	E	R	R	O	R	I	S	E	R
II	A	B	O	U	T	I	R		K	U
III	L	O	V	E	E		R	A	R	E
IV	E	U	E		R	E	I	N	E	
V	N	E		P	A	S	T	E	U	R
VI	T	U	C		I	T	E		R	U
VII	U	R		G	E	R	S		S	
VIII	E	S	T	O	C	S		N	E	E
IX	U		A	G	E		N	O	T	E
X	X	E	N	O	P	H	O	B	E	S

TELE

Sélection

Samedi 5 octobre

22 h 25. TF1. **Droit de réponse**, émission de Michel Polac, intitulée « Vous n'avez rien à déclarer ? ». L'évasion fiscale et les transferts de capitaux sont annoncés au centre du débat.

Dimanche 6 octobre

20 h 35. TF1. **Trois hommes à abattre**. Film policier de Jacques Deray (1980), avec Alain Delon, Pierre Dux et Michel Auclair. Gerfaut, joueur de poker professionnel, devient sans le savoir un témoin gênant pour une organisation de trafiquants.

20 h 35. A2. **Le grand échequier**, de Jacques Chancel : l'invité est le violoniste Augustin Dumay. Le London Symphony Orchestra, la cantatrice Shirley Verrett et de nombreux autres artistes interpréteront des œuvres de Mozart, Massenet, Ravel.

Lundi 7 octobre

15 h 20. TF1. **Sabrina**. Film de Billy Wilder (1954), avec Audrey Hepburn, Humphrey Bogart, William Holden. Deux frères milliardaires, la fille de leur chauffeur et une luxueuse demeure pour une comédie sentimentale.

16 h. FR3. **Comment épouser un millionnaire**. Film comique de Jean Negulesco (1953) avec Marilyn Monroe et Lauren Bacall. Trois amies ont pour objectif de trouver chacune un millionnaire et de l'épouser. Un des premiers films tournés en cinémascope.

20 h 35. TF1. **La chevauchée sauvage**, western de Richard Brooks (1975) avec Gene Hackman, Candice Bergen et James Coburn.

20 h 35. FR3. **L'aventure c'est l'aventure**, film de Claude Lelouch (1972) avec Lino Ventura, Jacques Brel, Charles Denner. Cinq petits truands décident de se lancer dans les enlèvements de personnalités, les détournements d'avions, etc.



Mardi 8 octobre

20 h 35. A2. **La crime**. Film policier de Philippe Labro (1983), avec Claude Brasseur, J.C. Brialy, Gabrielle Lazure, Jean-Louis Trintignant, Robert Hirsch. En plein jour, dans le palais de justice de Paris, deux hommes abattent un avocat d'affaires.

22 h. A2. **Japon, le rêve et l'histoire**. Dernière partie de ce document consacré à l'évolution du Japon : l'art d'être nippon.

22 h. TF1. **Vérités interdites**. Une série de cinq émissions consacrées à des faits divers où les protagonistes se sont heurtés à un mur de silence : officiel, institutionnel, raison d'Etat, ou secret médical. Cette première émission est consacrée à un film, *Un cri*, qui relate l'événement suivant : en novembre 1978, une petite fille de deux ans, Stéphanie, meurt à l'hôpital, sans que les parents puissent savoir ce qui s'est réellement passé...

Mercredi 9 octobre

20 h 35. A2. **L'histoire en marche : Les prisonnières**, un feuilleton de Stello Lorenzi. En 1741, 56 ans après la révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV, quelques femmes, des protestantes, préfèrent la prison et la mort plutôt que le reniement de leur foi.

21 h 40. TF1. **Vérités Interdites : Bruay-en-Artois, Mémoires**. Treize ans après, un regard sur l'affaire de Bruay-en-Artois (l'assassinat de Brigitte Dewaevre, une adolescente de quinze ans), classée définitivement par la justice en mars 1981.

23 h 10. FR3. **La Sécurité sociale a deux fois 20 ans**. L'anniversaire officiel de la Sécurité sociale, célébré avec une brochette de personnalités.

Jeudi 10 octobre

22 h 10. A2. **Le Magazine : Spécial SIDA**. Un dossier et un débat, avec la participation de personnalités médicales.

Vendredi 11 octobre

21 h 30. A2. **Apostrophes**, de Bernard Pivot. Thème de cette émission : *Cohabitation ou collaboration* avec un certain nombre de connaissances dont Jacques Delors.

21 h 30. FR3. **Vendredi : Kalashnikov pour l'Apartheid**. Un reportage de la télévision danoise sur les trafics d'armes en direction de l'Afrique du Sud.

22 h 55. A2. **L'ombre d'un doute**. Film d'Alfred Hitchcock de 1943, avec Joseph Cotten. Drame policier, dans la série des films du metteur en scène tournant autour de problèmes psychologiques. Un homme et sa nièce portent le même prénom, symbole d'un lien mystérieux...

Le gouvernement n'a plus que six mois à tenir pour ne pas remplir ses promesses

Avec une participation de plus de 80 %, un scrutin sans incidents, Pisani peut se dire satisfait des élections de dimanche dernier en Nouvelle-Calédonie. Il n'est pas le seul : tout le monde, ou tout au moins tout le monde politique, a trouvé moyen de crier victoire : la droite parce que les anti-indépendantistes ont obtenu 60 % des suffrages, même s'ils ont essuyé une défaite dans la seule région où le résultat était incertain, la région centre ; les indépendantistes parce qu'ils peuvent se glorifier d'avoir obtenu 80 % des voix des Kanaks et de contrôler trois des quatre exécutifs régionaux.

Mais que va rapporter aux uns et aux autres ce scrutin miracle, et les nouvelles structures provisoires du territoire qu'il met en place ?

Pour le gouvernement, c'est assez simple : il compte y gagner du temps. Pisani s'est réjoui que le scrutin ait montré « deux vérités », à savoir « que les anti-indépendantistes sont majoritaires » et « que les Kanaks votent à plus de 80 % indépendantiste ». Quelle révélation ! Comme s'il avait fallu ce vote pour constater ce que tout le monde sait. Quant à la tentative de créer une troisième force, favorable au projet Pisani, « d'indépendance association », elle a fait fiasco puisque le parti OPAO, présidé par le maire de Bourail et qui avait les faveurs du ministre, n'a eu que 3,4 % des voix.

Ces nouvelles élections n'apportent donc rien de neuf. Mais le succès du gouvernement est ailleurs : l'acceptation, tant par le FLNKS que par la droite caldoche, du partage momentané des responsabilités locales, semble avoir un peu calmé le jeu en Nouvelle-Calédonie. Pour combien de temps ? C'est difficile à dire. La misère et l'injustice sociale dont sont victimes les Kanaks peut conduire à bien d'autres affrontements : le lendemain même des élections, une ferme de colons blancs a été attaquée par un groupe de Mélanésiens dans le nord-ouest de l'île. D'autre part, les « petits blancs » racistes auront peut-être des réactions violentes à l'idée de voir l'administration de certaines régions passer sous le contrôle des Kanaks.

Le gouvernement peut

néanmoins compter que le consensus durera au moins quelques mois, le temps de passer le cap des prochaines élections législatives en France. Le pari est suffisamment limité pour qu'il puisse espérer le gagner.

D'autant que les dirigeants du FLNKS ont accepté de jouer le jeu, et qu'après le résultat du scrutin, Tjibaou a lancé en quelque sorte un appel aux anti-indépendantistes : « On est obligé de travailler ensemble. Les uns et les autres devront désormais s'atteler aux mêmes tâches de développement ». Quant à la droite anti-indépendantiste, même si elle proteste contre le fait qu'avec un tiers des voix, le FLNKS contrôle trois régions sur quatre, elle peut ne pas être mécontente d'un partage où elle dispose de la majorité absolue au Congrès du territoire et contrôle la région la plus riche, celle de Nouméa. Et tout comme Pisani avec soulagement, la droite anti-indépendantiste avec espoir peut attendre le résultat des élections de 1986 en France.

Mais même si ce compromis provisoire gelait pour ces quelques mois le conflit calédonien, qu'en sera-t-il après les élections françaises de 1986 ? Si la gauche restait au pouvoir, on pourrait voir la droite caldoche recommencer à provoquer des affrontements avec la population kanake pour appeler ensuite à sa rescousse le pouvoir colonial (fût-il de gauche), sa police, son armée contre les Kanaks. Si, plus vraisemblablement, c'est la droite qui revient au pouvoir, le jeu même qu'elle a mené jusque-là, dans le seul but de créer des difficultés au gouvernement socialiste

pourrait bien lui retomber sur le dos aussi. Les Chirac, les Barre ont fait certes ces derniers jours des déclarations modérées. Mais ils n'en ont pas moins depuis des mois promis aux colons un référendum sur l'indépendance qu'ils seraient sûrs de gagner. Et même si un nouveau gouvernement de droite en France avait

envie de se débarrasser du problème calédonien en s'orientant lui aussi vers une certaine indépendance et une participation au pouvoir... des leaders kanaks, ils ont tout fait ces quatre dernières années pour rendre cela inacceptable par les petits colons racistes sur lesquels ils se sont appuyés contre le gouver-

nement Mitterrand, et qui n'attendent que le retour de la droite au pouvoir pour balayer les concessions qu'on vient de leur imposer.

Et le calme tant vanté du scrutin de dimanche dernier, n'ayant rien résolu, n'aurait fait alors que repousser, voire aggraver l'explosion.

Olivier BELIN

« Commencer à construire l'indépendance ? »

Les indépendantistes kanaks avaient, semble-t-il, vraiment compté sur les promesses électorales de la gauche, et envisageaient l'accession à l'indépendance dans le courant de la législature, ou au pire du septennat. Ils se sont fait flouer par Mitterrand. Il a fallu la mobilisation contre le projet Lemoine, qui renvoyait l'indépendance à... 1989, il a fallu le boycott des élections de novembre 1984 pour contraindre le gouvernement à leur permettre d'acquiescer aujourd'hui quelques miettes de pouvoir.

C'est néanmoins une façon de « commencer à construire l'indépendance », explique Tjibaou. Après avoir prouvé, en novembre dernier, que sans eux la Nouvelle-Calédonie serait ingouvernable, les leaders du FLNKS vont peut-être avoir là les moyens, à petite échelle, de prouver qu'ils sont aussi des politiciens responsables, capables de gérer les affaires dans le cadre d'une légalité fondée sur des institutions coloniales à peine amendées.

Car c'est bien là tout ce qu'on leur laisse. Et de ce point de vue, le dilemme des leaders indépendantistes de la région centre pour savoir où installer le siège de leur nouveau Conseil régional est bien symbolique du cadre étroit dans lequel ils vont être amenés à « commencer à construire l'indépendance ». Canala, la principale ville de la région, ne dispose pas de bâtiment susceptible d'accueillir la nouvelle assemblée. « Construisons-en un », propose un élu. « Le temps qu'on l'ait construit, on sera déjà au réfé-

rendum », réplique la sœur d'Elci Machoro... Pourrait-on imaginer un Jacques Lafleur, propriétaire d'une compagnie minière, ou même un Dick Ukeiwé, le faire-valoir kanak des colons, se poser le problème de manque de locaux ou de proposer de prendre la truelle pour en construire un ?

Car c'est la pauvreté, et la pauvreté seulement, que les leaders indépendantistes auront l'honneur de gérer pour faire leur apprentissage du pouvoir.

Et d'une certaine façon, c'est un apprentissage, un premier pas. Mais seulement parce que l'indépendance à laquelle ils aspirent ne pourrait être que de se retrouver à la tête de ce petit territoire de la Nouvelle-Calédonie, sous la dépendance maintenue du monde impérialiste, que ce soit de l'ancien impérialisme français, ou d'un nouveau, ou australien ou nord-américain, avec lequel non seulement Tjibaou mais aussi une partie des colons Caldoches pourraient voir d'un bon œil se resserrer les liens commerciaux.

Alors, en acceptant le compromis du plan Pisani, les leaders du FLNKS espèrent que cela créera une situation irréversible imposant peu à peu de les associer au pouvoir, ou même de leur en confier les rênes. Cela n'est pas sûr, évidemment ; et ils s'exposent peut-être à bien d'autres retours de bâton éventuels. Mais c'est peut-être de leur point de vue, c'est-à-dire à la seule échelle d'une lutte nationale, la meilleure politique qu'ils puissent mener. Car c'est vrai que

les Kanaks sont faibles, qu'ils sont même minoritaires dans leur propre pays. Ils ne disposent pas, à eux seuls, du même rapport de force dont disposait le peuple algérien, fort de ses 10 millions d'hommes en 1960, comme Tjibaou aime à le rappeler.

Mais cela n'est vrai justement que parce que le seul problème qu'ils posent est celui de leur propre accession au pouvoir, dans le cadre d'une domination impérialiste qu'ils ne veulent pas remettre en cause. Cela n'est plus vrai si l'on se pose le problème global de l'oppression des peuples de la région par l'impérialisme. Les Mélanésiens ne sont déjà plus aussi faibles et aussi minoritaires dans l'ensemble des îles qui forment l'Océanie. Ceux des Philippines, ceux de l'Asie du Sud-Est qui ne sont finalement pas si loin, ont les mêmes intérêts face à l'impérialisme et à ses représentants locaux. C'est à ceux-là que le peuple Kanak pourrait s'adresser.

Un porte-parole du FLNKS vient de solliciter le gouvernement australien pour qu'il « soutienne notre droit à l'autodétermination au sein du Forum du Pacifique-Sud ou des Nations Unies ». L'appel à un gouvernement, lié à l'impérialisme, risque de rester sans effet.

Ce pourrait être autre chose, et d'une autre efficacité, si le peuple Kanak, par sa révolte, cherchait à entraîner celle de tous les opprimés de la région, pour en finir avec l'impérialisme et s'orienter, non vers une indépendance formelle, mais vers une véritable révolution sociale.